

Stabilisation, construction de la paix et durabilité au sein de la Corne de l'Afrique

STEPHEN F. BURGESS

La stabilisation, la construction de la paix, et la durabilité au sein d'une région instable et sujette à la famine, telle que la Corne de l'Afrique, sont basées sur une approche holistique englobant la dégradation de l'environnement, le conflit, et leur corrélation.¹ Elles supposent une série d'alternatives visant à instaurer un développement durable et à prévenir les conflits et luttes pour les ressources rares. Cette approche est tout particulièrement observable au sein de la Corne de l'Afrique car la région est sujette à un stress environnemental très élevé (prenant la forme de famines et de luttes périodiques pour des terres cultivables et des pâturages de moins en moins nombreux) et au conflit (guerres inter-états, guerres civiles, et affrontements communautaires).² Cette région est également l'une des régions où une corrélation a été établie entre les catastrophes environnementales (tout particulièrement la famine) et les conflits.

Cet article traite des problèmes liés à la construction de la paix, à la durabilité et à la stabilisation au sein de la Corne de l'Afrique, et de la corrélation entre la dégradation de l'environnement, l'instabilité et le conflit. Il évalue l'importance de l'instabilité générée

par la dégradation, et se concentre sur l'effet boule de neige provoqué par la catastrophe naturelle, la dégradation et le conflit sur la famine, la déstabilisation et le conflit. Il examine les efforts nécessaires, tout particulièrement au sein des zones pastorales somaliennes du Kenya et de l'Éthiopie, pour freiner la dégradation de l'environnement et réduire le conflit, ainsi que l'extrémisme et le terrorisme. Une évaluation de la durabilité et de la stabilisation est ainsi utilisée pour étudier la dégradation de l'environnement, le conflit, et leur corrélation, et permettre de voir ce qui pourrait être fait pour en finir avec la dégradation et le conflit.

La région de la Corne de l'Afrique

Le « cœur » de la Corne de l'Afrique fait référence à la région adjacente à l'endroit où la « Corne » avance sur la Mer d'Arabie et l'Océan Indien et inclut l'Éthiopie, la Somalie, l'Érythrée, et Djibouti. Le cœur abrite un conflit culturel entre les éleveurs islamiques des « basses-terres » appartenant aux groupes ethniques Somali, Oromo, et autres, et les fermiers chrétiens orthodoxes des « hautes-terres » appartenant aux groupes ethniques

Le docteur Stephen F. Burgess est maître de conférence en sécurité internationale au Air War College et directeur associé du Centre de contre-prolifération de l'armée de l'Air des États-Unis, base aérienne de Maxwell, Alabama. Ses domaines d'expertise incluent les études africaines régionales et culturelles, les opérations de paix et de stabilité, et les problèmes sécuritaires sud-asiatiques ; il a mené des recherches sur le terrain et a publié de nombreux articles de journaux et de chapitres de livres sur ces sujets. Ses livres sont *South Africa's Weapons of Mass Destruction* ; *The UN under Boutros Boutros Ghali* ; et *Smallholders and Political Voice in Zimbabwe*.



Illustration 1. Carte politique de la région de la Corne de l'Afrique. (Les frontières des régions disputées du Darfour, de l'Ogaden, du Somaliland, et du Puntland indiquées ici sont approximatives et ne sont indiquées qu'à des fins d'orientation. Il existe un certain chevauchement entre les revendications du Somaliland et du Puntland le long de leur frontière commune. L'ajout d'un tel étiquetage ne représente pas, ou n'implique pas une reconnaissance par l'auteur ou par toute autre agence et tout autre département du gouvernement des États-Unis)

Amhara et Tigré. Cela fait plusieurs centaines d'années que les habitants des hautes-terres et des basses-terres s'affrontent pour le contrôle des terres et des richesses.³

La grande Corne fait référence aux pays qui ont d'étroites relations, ou qui sont rivaux avec les États du « cœur » de la Corne, tout particulièrement le Soudan et le Kenya, et à un niveau moindre l'Ouganda. Le Soudan est particulièrement important du fait de la rivalité qu'il entretient avec l'Éthiopie depuis un siècle et demi. Le Soudan abrite un groupe noyau de fermiers musulmans de langue arabe, issus des rives du Nil et des zones alentours, qui ont réussi à contrôler (souvent par la force) de vastes régions isolées du pays, essentiellement peuplées d'éleveurs nomades et de quelques fermiers. Le conflit entre le Soudan et l'Éthiopie commença avec le Mahdi à la fin du dix-neuvième siècle et reprit dans les années 1950 avec l'indépendance du Soudan. L'Éthiopie avait tendance à soutenir les rebelles du Soudan du nord qui combattaient les tentatives menées par le gouvernement soudanais pour les « arabiser » et les « islamiser ». Le Soudan avait tendance à soutenir les séparatistes Érythréens qui combattaient pour l'indépendance et contre l'annexion éthiopienne.

Le Kenya est inclus dans la Corne du fait de ses relations avec la Somalie, l'Éthiopie, et le Soudan. Le Kenya était une colonie de peuplement britannique depuis laquelle les britanniques projetaient leur puissance pendant l'ère coloniale, et essayaient de contrôler les zones pastorales du nord du pays (y compris les éleveurs Somalis). Le Kenya a été un artisan de la paix dans la région, tout particulièrement en Somalie et au Soudan. L'Ouganda est inclus dans la Corne du fait de ses relations avec le Soudan et le Kenya, et de sa population pastorale (au nord-est) qui se déplace de chaque côté des frontières. En outre, le Nil Bleu et le Nil Blanc traversent tous les deux la région.

La Corne de l'Afrique se caractérise par ses éleveurs, ses terres arides et sa topographie semi-aride (80 pour cent de plus de cinq millions de kilomètres carrés). Soixante-deux pour cent de la surface de la Corne de l'Afrique est occupée par les éleveurs, qui représen-

tent 12 pour cent de la population de la région et qui vivent sur les terres semi-arides en pénurie d'eau.⁴

Au milieu des années 1980, tous les États mentionnés se regroupèrent pour créer l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (*Intergovernmental Authority on Drought and Development* – IGADD) destinée à régler le problème des famines qui accablaient la région.⁵ Au milieu des années 1990, l'IGADD devint l'Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development* – IGAD) et évolua en un corps destiné à œuvrer pour la paix, jouant un rôle dans le règlement des conflits au Soudan du nord et en Somalie, et permettant le développement d'un système d'alerte précoce visant à prévenir ou à stopper la dégradation de l'environnement et le conflit.⁶

La Corne est très influencée par l'Égypte qui, pendant longtemps, a entretenu d'étroites relations avec la région. La première préoccupation de l'Égypte a été de garantir la libre navigation du Nil pour des raisons de survie nationale, et de protéger la navigation par le Canal de Suez et la Mer rouge. L'Arabie Saoudite a une influence sur le Soudan et la Somalie et a exporté sa version de l'Islam « wahhabite » au sein de la Corne. Le Yémen est juste séparé de la Corne par le détroit stratégique (le Bab el-Mandeb) et y trouve un intérêt pour ses affaires. Pour Al-Qaeda, le Yémen a également été un point de passage entre la Péninsule arabique et la Corne.

Il existe un extrémisme islamique au sein de la Corne de l'Afrique, lequel provient de la Péninsule arabique. Au début des années 1990, Osama bin Laden avait été accueilli au Soudan par le leader islamiste Husain al-Turabi, et y avait construit Al-Qaeda. En 1996, le régime soudanais pria bin Laden de partir. En 1993, en Somalie, les extrémistes islamiques se soulevèrent contre l'intervention des États-Unis, des Nations Unies et de l'Occident. Aujourd'hui, l'extrémisme persiste parmi certains membres de l'Union des tribunaux islamiques (*Islamic Courts Union* – ICU), et des combattants islamiques étrangers combattent les Éthiopiens. Cependant, il n'est pas certain

qu'Al-Qaeda se soit réellement implanté en Somalie. Au Kenya et en Tanzanie, le mécontentement des musulmans côtiers, qui ont été négligés par les régimes dominés par des non-musulmans venant de l'intérieur des terres, a conduit certains d'entre eux à rejoindre Al-Qaeda et à participer aux bombardements menés contre l'ambassade en 1998, et aux attaques de 2002 contre un hôtel et un avion de ligne israéliens à Mombasa.⁷ Actuellement, le niveau de présence d'Al-Qaeda, tout particulièrement en Somalie et sur les côtes du Kenya et de la Tanzanie, est incertain. En Éthiopie, qui a un passé de tolérance religieuse, des rapports ont établi qu'à la fois l'extrémisme islamique (tout particulièrement le Wahhabisme) et le fondamentalisme chrétien orthodoxe sont en expansion.⁸

Les défis de la stabilisation et la défaillance étatique au sein de la Corne de l'Afrique

La défaillance étatique au sein de la Corne de l'Afrique constitue une documentation considérable pour la recherche et la littérature.⁹ La Somalie est l'exemple le plus évident.¹⁰ La désintégration étatique en Ouganda sous Idi Amin, dans les années 1970, et sous Milton Obote, au début des années 1980, est également bien connue.¹¹ Au Soudan, le gouvernement central a essayé de « conquérir, arabiser, et islamiser » le sud pendant la plus grande partie d'un demi siècle, de nettoyer ethniquement le Darfour, et de soumettre d'autres régions isolées, au lieu de chercher à construire une légitimité – cela a constitué une défaillance étatique dans ces régions.¹² Parmi les exemples moins évidents de « défaillance partielle », on retrouve l'Éthiopie avec l'Ogaden somali, le Kenya avec le nord-est somali, et l'Ouganda avec l'Acholi du nord (au prise avec l'Armée de résistance du seigneur).¹³

Au niveau macro, la Corne de l'Afrique est une région où il est difficile de construire et de soutenir des états. Il y a des topographies (montagnes, savane, et désert) et des modes de production (agriculture et élevage com-

merciaux et petits exploitants) extrêmement différents. Avant l'arrivée des puissances coloniales européennes, il y avait seulement deux États importants – l'Éthiopie Amhara-Shoa et le Soudan Mahdiste.¹⁴ Les frontières dessinées et les colonies créées à la fin du dix-neuvième siècle sont restées sources de dispute. L'héritage colonial voulait que les États relativement puissants (par ex. l'Éthiopie, le Soudan, et le Kenya avec ses colons Britanniques) soient entourés par des groupements non-étatiques (principalement pastoraux). En Ouganda et au Soudan, la règle coloniale indirecte impliquait une faible intégration des groupes ethniques, tout particulièrement des groupes pastoraux. La répartition des Somalis au sein de cinq territoires coloniaux accentua encore les divisions du clan.¹⁵

Au sein de la Corne de l'Afrique, les éleveurs s'opposaient aux programmes d'intervention et de contrôles étatiques ; comme ceux concernant les frontières, les clôtures, et l'éradication de la peste ; et ne dépendaient pas autant des états que les fermiers.¹⁶ En général, dans la région, il y avait peu de contrôle environnemental ou de contrôle sur l'extension agricole et le bétail. Ainsi, il y avait peu d'interactions institutionnelles positives entre les éleveurs et les états. En conséquence, les tâches participant à la construction d'un état postindépendance et à une intégration régionale étaient difficiles dans les vastes étendues des basses-terres de la Corne.¹⁷

Dans les années 1950 et 1960, l'Éthiopie annexa l'Érythrée – ce qui conduisit à la guerre – et entra en rivalité avec le Soudan et la Somalie nouvellement indépendants, ce qui prépara le terrain à tout un éventail d'activités de déstabilisation. L'Éthiopie soutint les rebelles du Soudan du sud, et le Soudan soutint les mouvements de libération érythréens. La Somalie prétendit à l'Ogaden en Éthiopie, ce qui mena à une invasion et à la guerre en 1977-78. La défaite de la Somalie et la subversion éthiopienne subséquente contribuèrent au déclin, à la défaillance et à l'effondrement de l'État. Ces rivalités menèrent à la défaillance étatique, tout particulièrement en Somalie et au Soudan, au changement de régime en Éthiopie, et à l'indépendance de



Illustration 2. Carte topographique de la région de la Corne de l'Afrique

l'Érythrée. Après que l'Érythrée devint indépendante, en 1993, elle entra rapidement en conflit avec son ancien allié, le régime du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (*Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front – EPRDF*) en Éthiopie.

Au niveau intermédiaire, tous les États de la région ont connu des problèmes de viabilité institutionnelle et de faiblesse étatique.

Des réseaux de patronage se développèrent puis disparurent en Somalie et au Soudan dans les années 1960 et 1980, ce qui mena à une défaillance étatique. Au Kenya, sous le président Daniel Arap Moi (1978-2002), les réseaux de patronage se réduisirent et les conflits ethniques pour les terres s'intensifièrent, faisant craindre une possible défaillance étatique.¹⁸ Dans les années 1960, le président

ougandais, Milton Obote, exclut le royaume prédominant du Bouganda des réseaux de patronage et destitua le Kabaka à la tête de l'État, ce qui conduisit au coup d'état d'Idi Amin, en 1971, et à la désintégration de l'État.¹⁹

Au niveau micro, tous les États de la région ont connu des chocs de diverses natures – dont la famine, les crises économiques, et la révolution – qui contribuèrent à une défaillance étatique. Les famines éthiopiennes de 1973 et de 1984-1985 contribuèrent à des changements de régime (le renversement de l'empereur Hailé Sélassié en 1974 et de Mengistu Hailé Mariam en 1991). À la fin des années 1970, le régime révolutionnaire Dergué institua une réforme agraire et essaya de réorganiser de façon radicale l'agriculture, ce qui dérégla les systèmes agricoles traditionnels et la capacité de production.²⁰ Le dérèglement et la famine donnèrent de l'élan au Front de libération du peuple érythréen et au Front de libération du peuple du Tigré, qui arrivèrent au pouvoir six années plus tard. La famine en Somalie, en 1991-92, fut en partie le résultat de la défaillance étatique et du conflit. L'ascension des seigneurs de guerre des clans, qui utilisaient la nourriture pour s'élever, rendit la reconstitution de l'État somalien presque impossible.²¹

Les défis de la stabilisation en Somalie

Le cas de défaillance et d'effondrement étatique de la Somalie (1990 à aujourd'hui) est le plus prononcé de toute l'Afrique et du monde, et a été minutieusement étudié par un certain nombre de spécialistes.²² Au niveau macro ou structurel, les principaux problèmes ont découlé des clans pastoraux qui ont, pendant longtemps, contesté les ressources, la mauvaise division coloniale des Somalis, et l'irrédentisme résultant. La Somalie précoloniale était composée de clans pastoraux qui se disputaient les points d'eau, les pâturages, et le bétail, et qui attaquaient les agriculteurs sédentaires – faible capital social pour la construction des états-nations.²³ Dans la bataille pour l'Afrique, l'Italie s'empara des régions du sud-est de la Somalie, tandis que

l'Angleterre s'empara des régions du nord et du sud-ouest de la Somalie et que l'Éthiopie s'empara de la région ouest de l'Ogaden.²⁴ Les Italiens ne firent pas grand-chose pour construire une administration et une infrastructure coloniales entre 1900 et 1941, et les Britanniques investirent peu au nord (Somaliland) entre 1900 et 1961 et au sud qu'ils gouvernèrent entre 1941 et 1961.

Entre l'indépendance, en 1961, et 1969, de petites élites luttèrent pour créer un État somali prospère mais ne réussirent pas à endiguer la rivalité et le chaos politique. Elles établirent des réseaux de patronage qui sombrèrent dans la corruption. Elles promirent la récupération des terres somalies en Éthiopie, au Kenya et à Djibouti, mais ne réussirent pas tenir la promesse irrédentiste d'une plus grande Somalie.

Le coup d'état de 1969 et la dictature de Siad Barre furent des réactions à la faiblesse et à la corruption du nouvel État somali, et à l'incapacité des élites civiles de tenir leurs promesses. Le régime Barre fit un effort concerté pour renforcer et étendre la portée de l'État (par ex. ils essayèrent de convertir les éleveurs à la pêche) et pour construire la nation somalie. L'adoption du « socialisme scientifique » aida à obtenir l'assistance soviétique, notamment une importante aide militaire. En 1977 et en 1978, la Somalie utilisa cette aide militaire pour envahir l'Éthiopie et s'appropriier l'Ogaden. La défaite, en 1978, porta un coup au régime Barre qui ne s'en remit jamais.

Au niveau intermédiaire de la viabilité institutionnelle et de la faiblesse étatique, dans les années 1970, le dictateur Siad Barre établit des relations patron-client (avec le soutien de l'aide soviétique) avec les différents clans. Cependant, après la défaite de 1978, le remplacement des patrons soviétiques par les patrons américains, et le ralentissement économique dans les années 1980, le régime réduisit le nombre de clans clients jusqu'à ce que seul le sous-clan de Barre, le clan Darod, soit bénéficiaire.²⁵ En avril 1978, le Front démocratique pour le salut de la Somalie lança des opérations de guérilla en Somalie du sud, avec le soutien éthiopien. En 1981, le

Mouvement national somali lança une campagne au nord qui mena à l'indépendance nominale du Somaliland en 1991. La répression menée par le système sécuritaire du régime s'avéra inefficace et eut en fait l'effet inverse en accroissant l'opposition violente. Siad Barre refusa de négocier avec l'opposition et réagit en réduisant son assise politique à trois sous-clans du clan Darod.²⁶

Au niveau micro, les États-Unis retirèrent soudainement l'aide au régime Barre en 1988 au moment où la guerre froide se terminait. L'évaporation des ressources paralysa l'État et permit l'avancée des rebelles, ce qui mena à la défaillance du régime courant 1990 et à son effondrement en janvier 1991. Siad Barre s'évertua à refuser de négocier, même lorsque les groupes rebelles opposants encerclèrent la capitale, Mogadiscio.

Après l'effondrement, l'incapacité des mouvements d'opposition et des clans à aboutir à un accord mena à la défaillance de l'État somalien et au soulèvement des seigneurs de guerre.²⁷ En Somalie, la guerre entre l'État défaillant et les clans eut immédiatement des répercussions sur la durabilité environnementale et le bien-être des Somalis. La grande famine somalienne, entre 1991 et 1993, fut le résultat direct de l'effondrement de l'État et de l'attitude des seigneurs de guerre. Les seigneurs de guerre s'emparaient de la nourriture des fermiers Somalis et des agences d'aide humanitaire, et utilisaient les recettes pour acheter des armes, fournir un patronage et accroître leur force. Sans État, les combats pour les pâturages et les points d'eau ne furent pas résolus. Alors que la guerre des clans s'intensifiait, il n'y avait pas non plus d'État pour intervenir et résoudre les conflits. La corrélation entre la défaillance de l'État, la guerre, et la dégradation de l'environnement et la famine devint évidente.

Des efforts furent faits pour reconstituer l'État somalien, mais tous échouèrent. En 1993, les États-Unis et l'Opération des Nations Unies en Somalie (*UN Operation in Somalia – UNOSOM II*) essayèrent d'obtenir l'autorisation de reconstruire l'État. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies et chef de mission, l'amiral Jonathan

Howe, et ses conseillers furent déterminés à adopter une approche "*bottom up*" (ascendante) pour reconstituer l'État somalien. En mars 1993, ils négocièrent un accord avec un éventail de leaders locaux pour construire des gouvernements locaux, puis des gouvernements provinciaux, et enfin l'État central. Cependant, Howe et ses collègues tentèrent d'évincer les puissants seigneurs de guerre après que le principe d'un partage du pouvoir "*top down*" (descendant) entre eux eut d'ores et déjà été accepté. Les seigneurs de guerre rejetèrent l'approche ascendante et fomentèrent une insurrection qui finit par conduire les États-Unis et les Nations Unies hors de Somalie.²⁸

Après le retrait des États-Unis et des Nations Unies, les seigneurs de guerre continuèrent à se battre dans et autour de Mogadiscio pendant plus d'une décennie. À contrario, la paix prévalait au Somaliland (au nord de la Somalie), qui déclara son indépendance en mai 1991 et tint des élections démocratiques en 2003. Cependant, le Somaliland ne parvint pas à se faire reconnaître en tant qu'état souverain. En 1998, le Puntland (au nord-est de la Somalie) déclara son autonomie vis-à-vis de Mogadiscio sous le président Abdullahi Yusuf Ahmed, et resta relativement pacifique (malgré quelques conflits avec les forces du Somaliland au sujet de la région contestée du Sool). En 2004, Yusuf fut élu par ses pairs au poste de président du Gouvernement fédéral de transition (*Transitional Federal Government – TFG*) pour l'ensemble de la Somalie. Des élections eurent lieu au Puntland en janvier 2005, et Mohamed Muse Hersi fut élu président.

Après 1993, la pacification de la Somalie passa sous la responsabilité de l'IGAD, sous leadership kenyan et djiboutien. En 2004, le TFG et le Parlement fédéral de transition (*Transitional Federal Parliament – TFP*) de la Somalie furent fondés et élurent le président Yusuf. Chacun des quatre principaux clans de la Somalie se vit attribuer 61 sièges au parlement, et une alliance des clans minoritaires reçut 31 sièges. Le TFP et le TFG conclurent une charte pour la reconstitution et la gouvernance de l'État somali. Une scission eut lieu entre le groupe du président Yusuf (basé dans

le clan Darod) et une faction basée à Mogadiscio (principalement le clan Hawiye). Début 2006, la scission prit fin, et le TFG fut transféré à Baidoa, en Somalie.

Début 2006, l'Union des tribunaux islamiques se souleva en tant que groupe armé et, en juin, vainquit les seigneurs de guerre dans et autour de Mogadiscio. En septembre l'ICU contrôlait la majeure partie de la Somalie, en dehors du Somaliland et du Puntland, ainsi que Baidoa, où l'armée éthiopienne protégeait le TFG. En décembre 2006, les Éthiopiens lancèrent une contre-offensive et chassèrent l'ICU hors de Mogadiscio et des autres centres importants. En février, l'Ouganda envoya 400 troupes en guise d'avance sur un contingent de 1600 soldats de la paix à Mogadiscio dans le cadre de la Mission de l'union africaine en Somalie (*African Union Mission to Somalia* – AMISOM) ; le Nigéria, le Ghana, et le Malawi ne réussirent pas à envoyer de soldats de la paix du fait de la violence incessante. En mars le TFG fut transféré à Mogadiscio qui fut ébranlée par la violence qui chassa des dizaines de milliers de personnes hors de la ville. L'Érythrée, dans le cadre de sa querelle avec l'Éthiopie, a armé et formé l'ICU dans le cadre d'une coalition destinée à conduire l'armée éthiopienne et de TFG hors de Somalie. La survie du TFG et le remplacement de l'armée éthiopienne par les soldats de la paix de l'Union africaine (*African Union* – AU) sont en jeu.

François Grignon, directeur Afrique du Groupe de crise internationale (*International Crisis Group* – ICG), pense que le conflit en Somalie constitue un défi plus grand que le conflit dans la région des Grands Lacs africains (y compris la République démocratique du Congo). Il a fait preuve de pessimisme quant à la perspective que l'Éthiopie protège Mogadiscio pour le TFG et encore plus au sujet du remplacement de l'armée éthiopienne par les soldats de la paix de l'AU ou une nouvelle armée somalienne.²⁹ Le lieutenant colonel Scott Rutherford, attaché américain à la Défense au Kenya, a fait remarquer que plus longtemps l'Éthiopie se mêlera des affaires de la Somalie, plus l'acquisition de l'indépendance du TFG prendra du temps.³⁰

Les défis de la stabilisation au Soudan

Le Soudan est un État qui a défailli mais qui ne s'est jamais effondré. Depuis son indépendance, en 1956, le gouvernement de Khartoum n'a pas réussi à obtenir une légitimité au sein des vastes contrées isolées du plus grand pays d'Afrique. Au lieu de cela, le régime s'est surtout engagé dans la répression, qui a dévasté le sud et d'autres régions. La guerre civile au sud, 1955-72 et 1983-2005, a contribué au déplacement massif des fermiers et des éleveurs et aux famines qui ont tué des centaines de milliers de personnes (ainsi que le bétail). La présence de mines a interdit les activités agricoles et pastorales dans de nombreuses régions du sud. Le génocide au Darfour a provoqué encore plus de déplacements et de morts dans une période de temps plus courte.³¹

Au niveau macro, le commerce d'esclaves (tout particulièrement au dix-neuvième siècle) par les Arabes du nord en Afrique du sud (et d'autres régions) créa des relations hégémoniques qui ont perduré jusqu'à aujourd'hui.³² Dans les années 1880 et 1890, l'État mahdiste combattit les non-croyants dans les régions isolées qu'il revendiquait. Les Britanniques héritèrent des tensions et gèrent minimalement le Soudan comme un « condominium » de l'Égypte, avec pour objectif la protection du Nil et du Canal de Suez. Pendant une bonne partie de cette période, le nord et le sud furent deux entités séparées. Cependant, avec la perspective de l'indépendance, au début des années 1950, ils furent réunis par les Britanniques. Au début des années 1950, les vieilles tendances hégémoniques des nordistes refirent leur apparition alors qu'ils essayaient de répandre l'Islam en tant que religion unique et l'Arabe en tant que langue d'instruction au sud.³³

Au cours des deux guerres civiles nord-sud, les rebelles furent soutenus à plusieurs reprises par l'Éthiopie, l'Ouganda, le Kenya, et d'autres États.³⁴ Au niveau institutionnel, le gouvernement soudanais excluait le sud et d'autres régions des réseaux de patronage qui avaient été établis sous les dictateurs successifs et au cours des brefs interludes électoraux

démocratiques au milieu des années 1960 et 1980. Entre 1972 et 1983, la paix prévalut – la seule période au cours de laquelle le Soudan sortit de la défaillance étatique. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, l'endettement croissant mena l'État au déclin.³⁵ Au cours des années 1980, une série de chocs économiques et la reprise de la guerre civile nord-sud en 1983, firent à nouveau sombrer le Soudan dans la défaillance étatique. En 1989, le général Omar al-Bashir fomenta un coup d'état qui aggrava encore la défaillance de l'État. À la fin des années 1990, le régime militaire islamiste intensifia sa guerre contre le sud, avec l'aide des revenus pétroliers croissants, mais fut incapable de vaincre le Mouvement de libération du peuple soudanais et l'armée soudanaise. L'impasse et l'intervention de soldats de la paix internationaux, au début des années 2000, aboutirent à la négociation de l'Accord de paix global (*Comprehensive Peace Agreement* – CPA), qui prit effet en juillet 2005 et qui promet un référendum pour le sud en juillet 2011 afin de décider de son indépendance ou de son appartenance au Soudan. Les futures relations nord-sud restent incertaines.³⁶

Les mêmes symptômes de défaillance étatique que ceux manifestés par le régime de Khartoum vis-à-vis du sud étaient observables dans ses relations avec le Darfour et d'autres régions isolées. En 2003 et 2004, le gouvernement envoya les *janjaweed*s – des milices composées d'éleveurs qui se battaient déjà avec les fermiers du Darfour au sujet de la diminution des terres³⁷ – pour mener un nettoyage ethnique du Darfour afin que les divers mouvements rebelles perdent leur base de soutien. Les milices *janjaweed*s sont également composées de nombreux mercenaires.³⁸ Le résultat a été un génocide au cours duquel, depuis 2003-04, des centaines de milliers de personnes ont été tuées ou violées, des millions de personnes ont été déplacées, et dont les atrocités n'ont cessé de se répandre depuis lors. Comme pour le sud, l'intervention de soldats de la paix internationaux a été nécessaire pour mettre fin au comportement abusif de Khartoum.³⁹

François Grignon estime que le CPA entre le nord et le sud Soudan est en danger. Le Darfour est une catastrophe humanitaire dramatique, mais il s'agit d'un prétexte pour la réelle lutte de pouvoir entre le nord et le sud. Cependant, si Khartoum perd le Darfour, il a de grandes chances de perdre le sud.⁴⁰

Solomon Gomes, de la Commission de l'AU pour la paix et la sécurité, estime que les Soudanais du nord « jouent pour le temps » et que l'AU et la communauté internationale doivent se méfier des groupes de miliciens sponsorisés par Khartoum au Soudan du sud et doivent être préparées pour la scission du sud suivie d'une reprise des hostilités par Khartoum. Si le sud opte pour la scission, le Darfour cherchera à emprunter le même chemin.⁴¹ Gomes souligne que Khartoum a accepté les aspects de l'Accord de paix du Darfour et maintenant la force hybride Nations unies/Union africaine. Cependant, le problème est désormais de persuader le gouvernement et les mouvements rebelles récalcitrants du Darfour de se réunir pour discuter. En attendant, la violence et la catastrophe humanitaire continuent.

En ce qui concerne la stabilisation de la Somalie et du Soudan, Gomes estime que la Commission pour la paix et la sécurité (en tant que « locomotive » pour l'action) a la responsabilité d'informer le Conseil de paix et de sécurité et tous les membres de l'AU sur le « pouls » au sein des zones de conflit. Cependant, la commission n'a pas suffisamment de personnel et a un champ d'action limité. Par exemple, elle rédige des rapports depuis le Soudan et le Tchad, mais ne peut pas intervenir. Son manque d'autorité est un autre problème ; par exemple, l'AU a demandé à tous les mouvements rebelles de quitter le territoire tchadien mais n'a pas pu faire exécuter sa demande. Gomes pense que l'AU devrait inciter la France et l'Union européenne à soutenir les intérêts du Tchad. Le parcours diplomatique dans le cadre du conflit Tchad-Soudan a été lent à se matérialiser et n'a abouti que tardivement par l'intermédiaire du leadership français.⁴²

Les défis de la stabilisation dans la région de l'Ogaden éthiopien

Depuis l'annexion de l'Ogaden à la fin des années 1800, l'État éthiopien a traditionnellement échoué à venir en aide aux éleveurs de la région de l'Ogaden somali et à d'autres éleveurs, y compris aux bergers Oromos et Boranas.⁴³ Le problème de faiblesse et de défaillance est lié au fait que l'État éthiopien préfère les fermiers orthodoxes éthiopiens des hautes-terres aux éleveurs islamiques des basses-terres. Les soupçons éthiopiens au sujet de la loyauté des somalis de l'Ogaden se sont également élevés dans les années 1960, sont allés en croissant au cours de la guerre de l'Ogaden de 1977-78, et persistent encore aujourd'hui.

En 1991, le régime du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (*Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front – EPRDF*) à majorité Tigré prit le pouvoir et institua un système de fédéralisme ethnique qui promettait l'autonomie et l'auto-gouvernance des Somalis de l'Ogaden, des Oromos et autres.⁴⁴ S'il avait été correctement institué, le fédéralisme ethnique aurait permis aux divers groupes ethniques pastoraux de prendre en charge leurs propres besoins de développement. Cependant le régime de l'EPRDF a conservé la mainmise sur les régions fédérales, tout particulièrement depuis la guerre avec l'Érythrée, entre 1998 et 2000. Le manque d'autonomie aide à expliquer la recrudescence insurrectionnelle du Front national de libération de l'Ogaden (*Ogaden National Liberation Front – ONLF*) et du Front de libération Oromo (*Oromo Liberation Front – OLF*). La méfiance du gouvernement de base vis-à-vis des éleveurs Oromos et des éleveurs Somalis de l'Ogaden persiste en dépit de l'existence de projets, en faveur des basses-terres et des éleveurs, menés par le gouvernement, les agences de développement international, et les organisations non gouvernementales (ONG). En attendant, le nombre d'habitants et de bétails continue à croître, tout comme les problèmes de durabilité et de stabilisation.⁴⁵

L'ONLF et l'OLF continuent à agir contre le gouvernement et ses forces. Le massacre de

neuf employés pétroliers Chinois et de 65 Éthiopiens par l'ONLF a démontré un niveau de sophistication qui fait penser à une implication érythréenne.⁴⁶ L'escalade des hostilités en Ogaden a généré une crise humanitaire qui rend la survie de plus en plus difficile pour les éleveurs.⁴⁷ Le massacre des employés pétroliers a conduit l'Éthiopie à accroître ses opérations militaires, a rendu plus difficile le maintien des programmes d'aide humanitaire, et a causé des problèmes aux officiels du gouvernement et aux agences d'aide internationale. Le Comité international de la Croix-Rouge a rencontré des problèmes, et le Programme de développement des Nations Unies (*United Nations Development Program – UNDP*) a envisagé la possibilité de quitter l'Ogaden, malgré la détérioration rapide de la situation humanitaire.⁴⁸

Les défis de la stabilisation dans les régions pastorales du Kenya et de l'Ouganda

Le Kenya a rencontré des problèmes particuliers avec les éleveurs Somalis de l'est du Kenya. Dans les années 1960, les Somalis se battirent contre l'incorporation au Kenya et furent considérés soit comme des guérilleros sécessionnistes nationalistes (par les Somalis), soit comme de simples bandits (par le gouvernement). Au cours de l'ère coloniale, les britanniques n'avaient pas intégré les Somalis vivant au Kenya dans l'ordre en vigueur. À l'indépendance, les Britanniques firent marche arrière vis-à-vis de leur précédente politique coloniale et décidèrent de forcer l'unité au sein des groupes ethniques disparates (y compris des Somalis) au Kenya. En 1961, l'établissement de la République de Somalie incita les leaders politiques Somalis au Kenya à se rallier pour la scission vis-à-vis du Kenya et l'incorporation à la Somalie. Par la suite, le gouvernement somalien soutint les *shifas* (les « sans loi »). Finalement, les *shifas* devinrent trop dépendants de la Somalie et perdirent leur dynamisme interne pour l'auto-détermination.⁴⁹ La guerre *shifita* influença la relation du Kenya avec les éleveurs à partir des années 1960 et aide à expliquer (avec un certain nombre d'autres facteurs) l'incapacité de

l'État à gérer les populations croissantes et les problèmes de développement qui ont menacé le mode de vie et l'écosystème dans une grande partie du nord du pays.⁵⁰ La même hostilité relationnelle se retrouve entre le régime du Mouvement national de résistance de l'Ouganda et les Acholis et les éleveurs du nord du pays, découlant en partie d'un conflit long de deux décennies avec l'Armée de résistance du seigneur.⁵¹

L'un des problèmes fondamentaux du Kenya et de l'Ouganda est que les régimes sont basés autour de groupes ethniques exploitants agricoles implantés au sud de leurs pays respectifs qui n'arrivent pas à s'entendre avec d'autres groupes, tout particulièrement les éleveurs. Le lieutenant colonel Scott Rutherford, attaché américain à la Défense au Kenya, souligne que la population musulmane implantée là-bas a été marginalisée par le gouvernement. Par exemple, la population swahilie implantée le long de la côte a un passeport spécial, ce qui est un signe de la méfiance du gouvernement. La vaste majorité des musulmans n'est pas extrémiste mais s'est sentie opprimée par le gouvernement kenyan. La coopération entre les États-Unis et le Kenya dans le cadre de la guerre mondiale contre le terrorisme (*Global War On Terrorism – GWOT*) les a encore plus marginalisés.⁵²

Le défi de la stabilisation : La confrontation Éthiopie-Érythrée

L'un des problèmes fondamentaux pour le régime de l'EPRDF est qu'il est basé sur le groupe ethnique Tigré, qui représente moins de dix pour cent de la population.⁵³ Dans le cadre des élections qui se tinrent en mai 2005, le régime fut surpris par la force de l'opposition et, selon les observateurs de l'Union européenne, falsifia les résultats.⁵⁴ La confrontation avec l'Érythrée est un autre problème pour le régime de l'EPRDF, et des milliers de troupes éthiopiennes restent à proximité de la frontière. La guerre prit fin en 2000, et la décision de la Commission des frontières fut rendue en 2002. Cependant, l'Éthiopie a refusé d'accepter l'attribution du village de

Badmé et a contesté le territoire à l'Érythrée, ce qui fait craindre à une reprise des hostilités si une solution n'est pas trouvée.⁵⁵ L'Érythrée joue un rôle déstabilisateur au sein de la Corne de l'Afrique, en soutenant l'Union des tribunaux islamiques et d'autres mouvements opposés au Gouvernement fédéral de transition et à la présence éthiopienne. L'Éthiopie a des milliers de troupes stationnées en Somalie pour essayer de protéger le TFG. L'Érythrée a déplacé des milliers de miliciens et de troupes au sein de la zone démilitarisée frontalière de l'Éthiopie, augmentant ainsi les risques qu'un incident se transforme en une nouvelle guerre totale. En ce qui concerne le Soudan, l'Éthiopie est devenue très dépendante du pétrole soudanais et sera prudente dans ses relations avec Khartoum.⁵⁶

Selon Grignon, de l'ICG, le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée reste le principal obstacle à la stabilisation de la Corne de l'Afrique.⁵⁷ Solomon Gomes, de la Commission de l'AU pour la paix et la sécurité, affirme que l'AU considère la crise entre l'Éthiopie et l'Érythrée comme étant la crise la plus grave à laquelle elle est actuellement confrontée.⁵⁸ L'animosité entre le président érythréen et le premier ministre éthiopien est le principal obstacle à la paix et affecte toute la région. Le président érythréen est isolé, ce qui rend difficile l'établissement de la paix.

Selon Gomes, la commission et le Conseil de l'AU pour la paix et la sécurité n'en n'ont pas fait suffisamment pour stabiliser l'impasse Éthiopie-Érythrée. Les chefs d'État de l'AU essayèrent la diplomatie discrète, mais sans succès. Les Algériens arbitrèrent entre 1998 et 2000 mais ne peuvent pas être à nouveau sollicités. Dans sa tentative d'arbitrage, la Lybie a montré un comportement erratique. Le président sud-africain, Thabo Mbeki, et le président ghanéen et actuel président de l'AU, John Kufour, ont essayé d'arbitrer mais sans succès. Actuellement, l'IGAD est une organisation sur le papier uniquement pour des raisons politiques, et le retrait de l'Érythrée de l'organisme a entamé sa crédibilité. Le président kenyan, Mwai Kibaki, n'est pas assez bon pour arbitrer. La Tanzanie et les États-Unis devraient en faire plus. Les États-Unis

ont signé l'Accord d'Alger en 2000, ils sont des garants et sont donc tenus d'en faire plus. Pour le moment, les États-Unis sont trop préoccupés par la Somalie et la guerre contre le terrorisme. Les forces de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et Érythrée (*United Nations Mission in Ethiopia and Eritrea* – UNMEE) ont été réduites, alors même que l'Éthiopie et l'Érythrée ont de nombreuses forces à proximité de la zone provisoire et que l'Érythrée a envoyé des milices dans la zone.⁵⁹

Les défis de la stabilisation de l'islamisme radical

Il est dit que les islamistes radicaux se cachent et opèrent sur la côte kenyane et en Somalie. Le personnel des affaires civiles de la Force opérationnelle interarmées multinationale au sein de la Corne de l'Afrique (*Combined Joint Task Force Horn of Africa* – CJTF-HOA) conduit des projets sur la côte kenyane pour essayer de gagner l'amitié et la confiance et d'apaiser les peurs, mais les résidents islamiques ne sont pas réceptifs. La population locale ne livre pas les extrémistes aux autorités gouvernementales kenyanes ou aux troupes américaines. Les islamistes se développent à travers la protection de la population locale. Ils sécurisent les fonds et peuvent voyager librement entre le Kenya, la Somalie, le Yémen, et les États du Golf (par ex. Oman). La situation sécuritaire du Kenya n'est pas meilleure qu'à l'époque où l'ambassade avait été bombardée, en 1998, en dépit de l'Initiative anti-terroriste pour l'Afrique de l'est (*East Africa Counterterrorism Initiative* – EACTI). La population pakistanaise à Nairobi est également préoccupante. Au rang des mouvements irrédentistes somalis (par ex. l'ICU et l'ONLF), ont retrouvé les islamistes radicaux qui essaient de défaire l'Éthiopie et d'établir un état islamiste. L'Érythrée soutient les islamistes contre l'Éthiopie. Cependant, l'Érythrée n'essaierait pas de mener une attaque islamiste contre la CJTF-HOA à Djibouti, comme celle qui avait été menée contre les employés pétroliers chinois et éthiopiens en Ogaden.⁶⁰

À Nairobi et à Mombasa, la situation est meilleure qu'en 2006, alors qu'un torrent de menaces était rapporté. Neuf ans après le

bombardement de l'ambassade, la région reste instable. Zanzibar reste un problème. Le Kenya n'a pas fait beaucoup de progrès – la frontière est poreuse, et le nord et la côte du Kenya sont largement délaissés par le gouvernement central. Au nord-est, la frontière est fermée ; il est difficile de s'occuper des réfugiés Somalis, et le Kenya subit peu de pressions internationales à leur sujet. Au Kenya, il n'y a pas encore de lois en vigueur contre le terrorisme du fait des élections de décembre 2007.⁶¹

Les défis en matière de construction de la paix – durabilité – stabilisation

Prises ensemble, la construction de la paix, la durabilité, et la stabilisation, manifestées dans la corrélation entre la guerre et la famine, ont été dévastatrices pour la Corne de l'Afrique. L'étroite relation entre la famine, le conflit, et l'ébranlement de la légitimité du régime en Éthiopie, en 1973-74 et 1984-85, et en Somalie en 1991-93, a d'ores et déjà été identifiée. La sécheresse et la dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère, associées à la corruption, ébranlent la durabilité et la légitimité. Le réchauffement mondial affecte la région, mais il est difficile de confirmer que le réchauffement est une cause directe de conflit. Par exemple, une étude menée au Turkana, au nord du Kenya, n'a pas identifié de relation directe.⁶²

Chez les éleveurs, l'une des sources de conflit est la rareté des ressources, comme les points d'eau et les pâturages, tout particulièrement pendant les périodes d'extrême privation.⁶³ La désertification (en partie causée par le changement climatique) a contribué au conflit entre éleveurs. Dans les zones pastorales, le conflit entre les groupes ethniques voisins traverse souvent la frontière, principalement à cause du vol de bétail.⁶⁴ Une analyse précédente a étudié les causes sous-jacentes de conflit, y compris le manque d'infrastructure pour soutenir la subsistance pastorale.⁶⁵ De plus, la promotion de l'agriculture sédentaire peut causer l'aliénation des éleveurs qui sont contraints d'abandonner un style de vie pratiqué depuis des générations.

En ce qui concerne les éleveurs et la durabilité et la stabilité, leur niveau de soutien à l'extrémisme/au terrorisme islamique est incertain. En Somalie (et à un niveau moindre, au Soudan), il est possible de dire que les questions de durabilité et de stabilisation ont créé le mécontentement des populations musulmanes et ont ouvert la porte à la tolérance de l'extrémisme/ du terrorisme islamique, même s'il n'est pas soutenu.

En Éthiopie, la désertification et la diminution des pâturages ont mené à l'appauvrissement des éleveurs Somalis et Oromos, à la désaffection, et à une perte de légitimité de l'État. Dans les zones accueillant de nombreux clans, il y a de nombreux conflits pour les terres et les ressources, et de graves et permanentes tensions ethniques. Dans la zone où les Somalis et les Oromos sont frontaliers, il y a de nombreux conflits et affrontements.⁶⁶

En Éthiopie, quelques éleveurs Somalis mécontents ont soutenu la déstabilisation continue de l'Ogaden par l'ONLF contre les forces sécuritaires éthiopiennes. Les crises de durabilité et de stabilisation en Ogaden pourraient favoriser l'accueil des extrémistes islamiques et susciter de nouvelles recrues. Cela est également valable pour certains éleveurs Oromos et le soutien à l'OLF.

Il semble que le conflit s'apaise au nord-est du Kenya, mais il reste des problèmes structurels. Lorsque les pluies sont abondantes, il y a moins de conflits pour les ressources naturelles. La sécheresse et la famine avaient sévi pendant les deux dernières années.⁶⁷ Récemment, la sécheresse a provoqué un accroissement du malaise chez les éleveurs. Après la sécheresse, les éleveurs se sont réapprovisionnés en bétail en volant du bétail dans les zones rurales du sud. Les éleveurs Somalis implantés au Kenya s'identifient plus à la Somalie qu'à leur terre de résidence.⁶⁸ L'indifférence historique pour l'élevage et l'incompréhension des élites sont à l'origine de conflits. Les éleveurs sont contre l'établissement d'un titre de propriété, ce qui a conduit à une vague de dissidence politi-

que. Dans l'intervalle, des dommages irrévocables ont d'ores et déjà été faits.⁶⁹

À Moyale, à la frontière entre le Kenya et l'Éthiopie, les politiciens locaux sèment la discorde et ont participé à la création de nouvelles divisions politiques parmi les éleveurs le long des lignes ethniques. Auparavant, plusieurs générations avaient vécu en paix ensemble et pratiquaient le mariage croisé.⁷⁰

Les populations côtières ont été discriminées par le gouvernement central. Le problème va bien au-delà de la durabilité environnementale. Les facteurs politiques aliènent la population. Il s'agit d'une région avec une croissance démographique rapide mais qui conserve les mêmes pratiques. En conséquence, la population sera de plus en plus aliénée, et il est difficile de savoir ce qu'elle va faire. En ce qui concerne Al-Qaeda, c'est un mystère difficile à élucider, tout particulièrement en Afrique de l'est.⁷¹

Au Soudan, le déplacement de la population, le manque de gouvernance, les conflits pour l'exploitation des ressources, et l'investissement insuffisant en développement durable, constituent tous des défis pour la durabilité et la stabilisation. Il y a cinq millions de personnes déplacées internes (*Internally Displaced Persons* – IDP) et de réfugiés internationaux (le Soudan accueille la population IDP la plus importante).⁷² La concurrence pour les réserves de pétrole et de gaz, les eaux du Nil, et le bois, ainsi que les problèmes liés à l'utilisation des terres agricoles, sont des facteurs de déclenchement et de perpétuation du conflit au Soudan. Les affrontements pour les prairies et les terres agricoles alimentées par la pluie dans les parties les plus arides du pays démontrent la relation entre la rareté des ressources naturelles et le conflit. Au Darfour du nord, la croissance démographique élevée, le stress environnemental, la dégradation de la terre, et la désertification ont créé les conditions idéales pour les conflits, qui ont été alimentés par les différends politiques, tribaux, ou ethniques. Il s'agit d'un exemple de rupture sociale pouvant provenir d'un effondrement écologique.⁷³

Stabilisation et construction de la paix au sein de la Corne de l'Afrique

L'approche visant à mettre un terme à la défaillance étatique et à stabiliser la Corne de l'Afrique doit être sophistiquée – gérer les niveaux macro, intermédiaire, et micro, et établir un éventail de partenariats entre les Nations Unies et les organisations régionales africaines, et entre les états de la région et les ONG, les États-Unis et l'Union européenne.

En ce qui concerne la stabilisation de la Corne de l'Afrique au niveau macro ou structurel, la Corne est la seule région d'Afrique où la solution structurelle de scission (c.-à-d., Érythrée, Sud-Soudan, Darfour, et Somaliland) semble être une option réaliste susceptible d'apaiser la situation au lieu de l'empirer (par ex. Nigéria). La question est : Devrait-on laisser la scission suivre son cours naturel ? Ou, la communauté internationale devrait-elle encourager des solutions de compromis (par ex. fédéralisme ou confédération ?). Jusqu'ici, la scission a uniquement été permise dans le cas de l'Érythrée, où la victoire militaire revint au Front de libération du peuple érythréen et où un gouvernement éthiopien amical (à ce moment là) accepta.

Au niveau intermédiaire, la capacité de construction de l'état et la viabilité institutionnelle restent un processus en cours en Éthiopie, au Kenya, et en Ouganda, impliquant des agences d'aide internationale et des ONG. Ces trois États ont un long chemin à parcourir avant de pouvoir servir tout leur peuple. En Somalie et au Soudan, le problème consiste à reconstituer l'état à travers la construction de la paix ou une néo-tutelle. Jusqu'ici, il semble que la néo-tutelle soit trop onéreuse pour la communauté internationale et qu'elle sera perçue comme du néo-colonialisme en Afrique. Donc, un pari sera fait sur le maintien et la construction de la paix, qui sont moins onéreux.

En ce qui concerne la gestion des défis au niveau micro (chocs à court terme), l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement) a développé des politiques pour

les mécanismes de durabilité, de sécurité alimentaire et de résolution de conflits, et un système d'alerte précoce qui est sensé diminuer l'impact de la faiblesse et de la défaillance étatiques et de la catastrophe environnementale.⁷⁴ Cependant, les capacités d'alerte précoce et de prévention de l'IGAD n'en sont qu'à leur stade initial. Pour ce qui est du système d'alerte précoce de l'IGAD, les problèmes proviennent notamment du fait que trois pays essentiels (la Somalie, le Soudan, et l'Éthiopie) ne sont pas impliqués et que le système reste axé sur les conflits pastoraux de faible niveau en Ouganda du nord et au Kenya du nord. En outre, les mesures destinées à résoudre les conflits pour les ressources, en Ouganda et au Kenya, n'ont pas été mis en œuvre.⁷⁵

Le Centre de gestion des catastrophes des pays du *Golden Spear*, fournit une alerte précoce à 11 États africains. Les organisations régionales et les gouvernements doivent faire preuve de volonté politique pour agir et financer l'alerte précoce et la prévention.⁷⁶

Capacité d'alerte

Les états membres de l'IGAD et de la Communauté est-africaine (*East African Community – EAC*) construisent la Brigade africaine de l'est de la force africaine d'alerte (*African Standby Force – ASF*) destinée à stopper la défaillance étatique et ses conséquences. Cependant, l'*East-brig* (Brigade de l'est) a pris du retard par rapport à ses homologues occidentales et méridionales parce que l'Éthiopie, le Kenya, et l'Ouganda ont mis du temps à coopérer et à mettre en œuvre les accords précédents. En fait, la brigade de la Communauté sud-africaine de développement (*Southern African Development Community – SADC*) de l'ASF, dirigée par l'Afrique du Sud, s'est d'ores et déjà déployée au Darfour, avant l'*Eastbrig*. Dans tous les cas, les Nations Unies joueront le rôle de leader au Sud-Soudan et semblent assumer le leadership au Darfour.⁷⁷

Les principaux problèmes rencontrés par l'ASF sont la logistique et la durabilité dans le cadre de l'AU. Au sein de l'Union africaine, personne ne sait très bien à quel niveau l'ASF

est dirigée. Par exemple, la cellule de planification militaire a fait une ébauche du mandat de ses missions, mais les administrateurs de l'AU semblent ne pas savoir que la cellule de planification existe. Une ASF durable reste donc un rêve. Les États africains contribuent à hauteur de moins de un pour cent de leurs budgets défense au financement de l'ASF et à la rémunération du personnel. Le soutien provient en grande partie des États-Unis et de l'Union européenne. Il est nécessaire d'établir un Plan Marshall pour sortir de cette situation déplorable.⁷⁸

Selon Marcel LeRoy, de l'EU (Union européenne), entre 2004 et 2007, l'EU a versé 243 millions d'euros en soutien à la Mission de l'Union africaine au Soudan (*African Union Mission in Sudan* – AMIS), au Darfour. L'AU a déployé l'AMIS avec de l'espoir et du cœur, mais sans planification. L'EU ne peut pas retirer son soutien car cela mènerait à l'effondrement de l'AMIS et à un pillage de masse. Le passage à une mission hybride AU/UN au Darfour pourrait aider, mais ne résoudra pas tous les problèmes. L'EU est plus réticente à financer l'AMISOM en Somalie, et la Commission de l'AU pour la paix et la sécurité, du fait de son expérience avec l'AMIS.⁷⁹

Stabilisation de la Somalie et construction de la paix

En Somalie, des approches descendantes et ascendantes ont été mises en œuvre pour mettre un terme à la défaillance étatique. Depuis 1993, dans le cadre d'une approche ascendante, des ONG travaillent avec les groupes somalis et la société civile.⁸⁰ Une seconde approche ascendante a été entreprise par les « Tribunaux islamiques ». L'islamisme fit son apparition dans les années 1990 et se manifesta dans les tribunaux islamiques fondés pour administrer la loi et la justice de la *sharia* dans un environnement anarchique. Ils formèrent l'Union des tribunaux islamiques, vainquirent les seigneurs de guerre en mai 2006, et prirent le contrôle de Mogadiscio et de larges bandes de terres en Somalie méridionale jusqu'à ce qu'ils soient vaincus, en décembre 2006, par les forces éthiopiennes soutenant le Gouvernement fédéral de transition.⁸¹

Une autre approche multilatérale et descendante a été mise en œuvre avec l'IGAD, dirigée par le Kenya. Elle consistait à réunir diverses élites somalies afin qu'elles établissent le TFG, puis de les renvoyer en Somalie pour assurer le contrôle de l'aide éthiopienne.⁸² Il est difficile de savoir si cette approche réussira ou si les approches ascendantes seront payantes. Il est également difficile de savoir si le Somaliland fera à nouveau partie de la Somalie, où s'il deviendra indépendant, ce qui semble être le sentiment dominant. Des pourparlers de réconciliation entre le TFG et les Tribunaux islamiques eurent lieu à deux reprises en 2007, mais sans résultat. Le problème des troupes éthiopiennes servant de « paratonnerre » en Somalie demeure.

Selon Solomon Gomes, de la Commission de l'AU pour la paix et la sécurité, la Somalie est en haut de la liste de l'AU des pays à stabiliser. L'AU ne voulait pas rentrer en Somalie avant que le Conseil de sécurité des Nations Unies n'ait garanti la logistique. Pourtant, l'Ouganda bondit en Somalie, alors que le Ghana, le Nigéria, et le Malawi ne bougèrent pas. Si quatre pays avaient envoyé quatre bataillons, cela aurait fait passer un message clair, mais la situation sur le terrain rend difficile le soutien des opérations de maintien de la paix par les Ougandais. Dans le processus de paix, une approche « de la carotte et du bâton » est nécessaire, et l'ICU doit en être partie prenante.⁸³

La construction de la paix au Puntland, au Somaliland, et en Somalie, requiert un horizon à long terme. Le changement des dynamiques politiques, militaires et sociales exige que la connaissance et la compréhension de la situation sur le terrain soient à jour afin de faciliter le maintien de la paix. Les institutions que l'ONG *Interpeace* a aidé à construire au Puntland et au Somaliland ont permis de poursuivre la construction de la paix. Les ingrédients du succès sont notamment le rassemblement des parties prenantes, la création d'une dynamique institutionnelle, et l'apport d'une aide et d'un soutien techniques. Les éleveurs doivent être parties prenantes du processus. Par exemple, les nomades ont été

consultés avant que la date des dernières élections au Somaliland ne soit établie.⁸⁴

Un système d'alerte précoce a été établi sur toute la Somalie. Il consiste en des partenariats avec les organisations qui ont des contacts et des bureaux à travers l'ensemble du pays. Puisque les nomades Somalis sont présents sur l'ensemble de la Somalie, et dans certaines régions de l'Éthiopie et du Kenya, des systèmes d'éducation et des cliniques mobiles sont la réponse au dilemme transfrontalier. Les Somalis et autres éleveurs sont perpétuellement en mouvement. L'intégration régionale est donc très importante. Une structure de l'IGAD a été établie afin de permettre au secteur informel de bénéficier de l'intégration régionale, tout particulièrement pour les éleveurs, et de contribuer à la durabilité environnementale.

Le TFG n'est pas une solution permanente pour la Somalie. La reconstruction de la Somalie est un processus en cours qui est en ligne avec les tâches définies par la charte de 2004. Les pourparlers de réconciliation entre le TFG et l'ICU doivent servir de tremplin à la prochaine étape. La communauté internationale doit faire pression pour un règlement de la situation en Somalie, et a besoin d'inclure d'autres pays et organisations dans le processus.⁸⁵

Interpeace continue à animer un grand nombre de consultations publiques, ateliers de travail, forums, et dialogues entre parties prenantes sur des thèmes essentiels pour la construction de la paix et la reconstruction de l'État. Comme il n'y avait pas de gouvernement central, elle a adopté une approche régionale – en établissant des projets au Puntland (Garowe), au Somaliland (Hargeysa), et en Somalie méridionale-centrale (Mogadiscio). En Somalie, le Centre pour la recherche et le dialogue, avec l'aide des aînés traditionnels, a réussi à faciliter bon nombre de processus de réconciliation entre les principaux clans de la région. Trois organisations partenaires neutres travaillent sur le terrain pour promouvoir la paix et la réconciliation en Somalie. Après plusieurs mois de réconciliation et de partage du pouvoir entre les clans, les habitants de la région de Bakool se sont

rendus aux urnes pour élire les autorités locales et régionales, dont le gouverneur, les préfets de district, et les conseillers régionaux et de district. En Somalie, il s'agit de la deuxième région à avoir élu ses représentants par le biais d'un processus participatif communautaire.

Selon François Grignon, de l'ICG, les négociations de réconciliation doivent permettre de légitimer les revendications des représentants des clans. Un facilitateur tiers est nécessaire pour négocier entre le TFG et l'ICU. Le contrôle commercial est un des facteurs rentrant en compte dans les négociations. Un processus de désarmement doit être intégré aux négociations. Puisque la peur est ancrée à Mogadiscio, des mesures visant à instaurer la confiance doivent être prises et mises en œuvre.⁸⁶

En Somalie, les activistes islamiques ont profité de l'absence de gouvernement central et de l'ascendant de l'ICU. Pour l'instant, l'éventualité d'une attaque islamiste a été reléguée en arrière-plan. Un certain nombre d'actions sont nécessaires pour empêcher la population de rejoindre les mouvements islamistes. Il ne devrait y avoir aucune garantie que le style de vie des protagonistes soit maintenu si et lorsque la paix viendra. Les islamistes seront victimes de la paix et continueront à se comporter comme des éléments perturbateurs. Pour le moment, Djibouti joue le rôle de médiateur. Il est difficile de savoir si les problèmes de la Somalie peuvent être résolus. Il est nécessaire que la communauté internationale trouve le juste équilibre pour aider à stabiliser la Somalie. La reconstitution de l'État est cruciale, au même titre que la volonté politique. Ensuite, les États-Unis et d'autres peuvent venir en support, en jouant un rôle facilitateur.⁸⁷

Il apparaît que le département d'État américain soutient le gouvernement TFG car les décideurs politiques américains ne veulent pas être à nouveau impliqués en Somalie. En l'absence de directive présidentielle, aucune action américaine n'a été menée. Les partenaires occidentaux attendent que les États-Unis agissent. La réaction somalie à l'intervention éthiopienne a été forte et négative. L'intervention en Somalie coûte cher à

l'Éthiopie tant au niveau politique qu'économique. Les Ougandais souhaitent que leur force de maintien de la paix soit africanisée et placée sous l'égide des Nations Unies afin que les ressources puissent commencer à circuler comme elles l'entendent. Le Nigéria n'a pas pu envoyer de force du fait de problèmes internes. Le Ghana a décidé que la situation était trop instable et n'envoie pas de force. Les Burundais envoient plus de 1000 troupes, mais elles doivent être formées et équipées. En ce qui concerne la construction de la capacité de la Commission de l'AU pour la paix et la sécurité à établir la planification militaire, il y a 1000 postes, seulement 500 effectifs, et 350 personnes de qualité. Avec l'AMIS, et l'AMISOM, plus les opérations planifiées pour les Comores, le Tchad, et la République de Centre-Afrique, l'AU a les mains pleines. L'AU n'a aucune expertise en matière d'opérations de soutien de la paix à grande échelle. L'Union européenne souhaite avoir son mot à dire mais n'apporte pas suffisamment de fonds. L'AU n'a pas une capacité budgétaire suffisante.⁸⁸

Dans les zones somaliennes, les divers courants de l'Islam et des mouvements islamistes affectent la totalité de la Corne. Ce qui se passe en Somalie donne l'opportunité à l'islamisme d'émerger sous différentes formes et de se propager. En Somalie, les sources de l'islamisme incluent l'extrémisme wahhabite du fait du financement saoudien. Au cours des 15 dernières années, les Wahhabites ont attiré des disciples en Arabie Saoudite et au Yémen. Pour faire face à l'islamisme, il faut reconnaître que l'islamisme ne s'arrêtera pas. Une approche à long terme doit donc être adoptée. La voie modérée au sein de l'Islam doit être favorisée, par exemple, en investissant dans les madrasas modérées.⁸⁹

Stabilisation du Soudan

L'avenir du Soudan reste aussi incertain que celui de la Somalie. Alors qu'il semble difficile, voire impossible, de reconstituer l'État somali, le problème au Soudan est la concentration du pouvoir à Khartoum. Tant que le boom pétrolier persistera, Khartoum conti-

nuera à se tailler la part du lion des bénéfices, gagnera en puissance, et deviendra plus à même d'empêcher la scission du Sud et du Darfour.

L'opinion populaire au Sud et au Darfour indique que l'approche optimale serait de permettre la scission du Sud en 2011 et d'octroyer la même possibilité au Darfour. Les deux régions ont été brutalisées par Khartoum, et il est difficile de visualiser ne serait-ce que le reste d'une confédération. Le problème est que Khartoum ne permettra pas une scission sans combattre. Pour ce qui est du reste du Soudan, des accords fédéraux seraient plus appropriés, mais il est difficile de voir comment Khartoum pourrait être persuadé d'accepter des changements constitutionnels.⁹⁰

Selon Gomes, les efforts de construction de la paix sont continus au Sud-Soudan. Il est tout d'abord nécessaire de désarmer tous les groupes de miliciens au sud. Ensuite, la communauté internationale doit prendre au sérieux l'éventualité de la scission du Sud.⁹¹

Les acteurs internationaux doivent prévoir le référendum du Soudan en 2011 et l'éventualité de l'indépendance du Soudan du sud. Le gouvernement saoudien essaye d'influencer les acteurs de la région pour aider à la stabilisation du Soudan. Au Soudan, le parti du Congrès au pouvoir et le Front islamique national font des concessions pour la paix, mais il n'est pas certain que cela dure. Le régime Bashir a évincé la faction wahhabite qui avait l'habitude de dominer le gouvernement, mais n'est pas plus décidé à céder aux pressions internationales.⁹²

Si Khartoum se taille la part du lion des ressources, il pourrait être disposé à laisser le Soudan du sud devenir indépendant. L'état d'esprit « arabe » des soudanais consiste à faire la paix quand cela les arrange ; sinon, ils font la guerre.⁹³

Grignon, de l'ICG, dit qu'il est vraiment nécessaire de stabiliser la Somalie et le Soudan, et de créer un niveau où les différends peuvent être réglés. Les artisans de la paix doivent identifier les centres de gravité et créer un équilibre dans la région. Une nouvelle architecture sécuritaire régionale (ou une architecture revitalisée) serait bénéfique

au Soudan et à la Somalie. L'IGAD a soutenu les négociations au Soudan et en Somalie, mais elle doit être renforcée pour favoriser le dialogue dans la région. Il n'y a pas de bonne alternative à un processus de paix régional du fait de la relation entre les conflits.⁹⁴

Stabilisation de l'Éthiopie vs. Érythrée

La résolution de la confrontation entre l'Éthiopie et l'Érythrée est une tâche effrayante, surtout maintenant que les deux pays combattent en Somalie.⁹⁵ Même si le problème de frontière est réglé, la confrontation ne prendra pas fin à cause de la fierté des leaders nationaux et du fait que leur survie est le principal enjeu, non les frontières. Le président Issaias Afwerki était trop convaincu que l'Érythrée allait être le Singapour ou la Malaisie de la Corne de l'Afrique, et le centre politique, économique et technologique dominant. Il est parti du principe que la Force de défense érythréenne était invincible. Du fait d'espoirs déçus, l'Érythrée ne s'est pas montrée flexible.⁹⁶

Le rôle américain a été et restera crucial dans le cadre des pourparlers entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Malheureusement, la préoccupation américaine vis-à-vis de son alliance contre le terrorisme a relégué la confrontation Éthiopie-Érythrée au second plan. La Commission des frontières a décidé de démarquer « virtuellement » la frontière, étant donné qu'aucune des parties n'autoriserait l'accès pour une démarcation physique. Cette décision a conduit l'Érythrée à demander le retrait des soldats de la paix de l'UNMEE de son territoire, ce qui a commencé en mars 2008.⁹⁷

Selon Grignon, la communauté internationale ne devrait pas essayer de se réengager par l'intermédiaire des Libyens et des autres acteurs qui ont été associés à l'Érythrée dans le cadre de la négociation visant à mettre un terme à la confrontation. Au lieu de cela, les États du Golf et l'Arabie Saoudite devraient être invités à faire pression sur les deux parties. Les artisans de la paix doivent tenir compte de la dynamique interne de l'Éthiopie et des contraintes sur le régime.⁹⁸ Le premier ministre, Meles Zenawi, ne peut pas faire de

grandes concessions à cause des pressions des nationalistes Éthiopiens. Gomes pense que les artisans de la paix devraient utiliser les canaux secrets. Les zones qui ne sont pas contestées le long de la frontière devraient être démarquées, en laissant les zones contestées de côté pour le moment.⁹⁹

Le Kenya en tant qu'« État-phare » de la Corne de l'Afrique

Le Kenya est un état en voie d'industrialisation qui est relativement stable et démocratique. Selon le célèbre spécialiste et expert en développement, Michael Chege, le régime démocratique de Kibaki a permis de grandes avancées ; par exemple, en aidant à réduire la pauvreté de dix pour cent entre 2003 et 2007. Il pense que le Kenya est en passe de devenir une dynamo économique et un centre de paix et de stabilité. Il y a des préoccupations quant à l'éventualité que le Soudan et la Somalie se dissolvent dans un chaos encore plus grand. Cependant, le Kenya suivra probablement la position réactive qu'il a adoptée dans le passé, même si ses intérêts au Soudan du sud sont touchés. Enfin, les extrémistes islamiques restent source de préoccupation sur la côte kenyane.¹⁰⁰

Le Kenya reste engagé dans le processus diplomatique, notamment dans les négociations au Darfour, et reconnaît que la région est très instable. Selon le général de brigade Maurice Walugu, du ministère de la Défense kenyan, le Kenya est présent à deux niveaux sur le front du Soudan – au niveau politique, dans le cadre de la négociation avec le gouvernement soudanais, et au niveau militaire pratique – puisque le processus de paix (par ex. l'Accord de paix global entre le nord et le sud) ne garantit pas un apaisement du conflit ou une réduction du nombre de personnes déplacées internes. Même si le gouvernement soudanais ne semble pas disposé à accepter le changement au Darfour, le Kenya reste engagé.¹⁰¹

La paix en Somalie est le principal objectif de l'engagement militaire kenyan. Certaines régions de la Somalie ont été stabilisées. Le rôle de l'armée kenyane est de participer, conformément aux règles d'engagement de

l'AU, au conseil, à la formation, à la coordination, et à la liaison. Le Kenya travaille avec l'Ouganda, l'Éthiopie, et Djibouti pour limiter les dommages collatéraux à Mogadiscio et contrôler l'afflux de groupes terroristes et participe, avec les États-Unis en Somalie, aux opérations anti-piraterie et à la régulation des couloirs maritimes. Le Kenya est disposé à former les soldats de la paix Burundais pour qu'ils interviennent en Somalie. Cependant, le Kenya ne peut pas envoyer ses propres soldats de la paix car il est frontalier avec la Somalie, et la paix n'a pas été établie. Djibouti essaye de désamorcer le conflit somali au même titre que la confrontation Éthiopie-Érythrée.¹⁰²

En ce qui concerne l'*Eastbrig* de l'ASF, le Kenya accueille les éléments de planification et le mécanisme indépendant pour la coordination du développement sécuritaire et socio-économique. Les quartiers généraux de l'*Eastbrig* se situent en Éthiopie et, selon le général de brigade Walugu, le Kenya bénéficie d'un bon partenariat avec l'Éthiopie. Le Kenya est prêt à répondre aux contingences grâce à la formation et au soutien des États-Unis et de l'Union européenne. Le Kenya a des soldats de la paix dans l'UNMEE, avec les forces jordaniennes, il s'agit des seules forces subsistant entre l'Éthiopie et l'Érythrée.¹⁰³ Le Kenya ne souhaite pas être en Somalie parce que les « États limitrophes » ne sont pas sensés y opérer. Quant aux soldats de la paix ougandais, Walugu pense qu'ils n'ont pas été déployés trop tôt en Somalie ; il y avait seulement trop peu de troupes et un soutien insuffisant. Le problème est de se déployer en Somalie. Cela demande beaucoup de temps, et les risques sont considérables.¹⁰⁴

Pour ce qui est du problème des éleveurs Kenyans et du conflit communautaire, Walugu a comparé l'armée kenyane à la 7^e cavalerie à l'ouest des États-Unis. L'éducation et le changement de culture d'un peuple (c.-à-d., les éleveurs) demandent du temps. Les forages et le développement des ressources en eau et des pâturages peuvent aider à contenir le conflit.¹⁰⁵

Dans le cadre des opérations menées contre l'Union des tribunaux islamiques, l'armée

kenyane s'est parfois engagée auprès des Éthiopiens, ce qui a été à l'origine de tensions. Les Éthiopiens n'étaient pas faciles à gérer et faisaient retomber la faute sur les Kenyans lorsque les choses allaient mal. La cellule de planification est sur le territoire kenyan.¹⁰⁶

L'Éthiopie en tant qu'« État-phare » de la Corne de l'Afrique

Outre son intervention avec des troupes en Somalie, l'Éthiopie a envoyé des soldats de la paix dans le cadre de trois opérations différentes de maintien de la paix, et se prépare à en envoyer d'avantage. Dans l'immédiat, les relations sont cordiales entre l'Éthiopie et le Soudan, en partie parce que l'Éthiopie importe du pétrole soudanais.¹⁰⁷

La politique de l'Union européenne et des États-Unis vis-à-vis du régime de l'EPRDF est nécessairement « nuancée ».¹⁰⁸ Après le truquage des élections et le tir sur des étudiants en mai 2005, puis le procès des leaders de l'opposition en novembre 2005, l'Union européenne et les États-Unis ont desserré quelques liens. Avec l'intervention en Somalie en 2006, la totalité des relations ont été restaurées. Cependant, le Congrès a récemment sanctionné un certain nombre de leaders du régime pour les événements de 2005. L'Éthiopie est déçue de ne pas être dédommée par les États-Unis pour son intervention et le rôle qu'elle a tenu dans le cadre du maintien de la paix en Somalie, en 2007.¹⁰⁹ En fait, les Éthiopiens ne peuvent pas quitter la Somalie sans une garantie de sécurité, donc les coûts continuent à grimper.

Les nationalistes éthiopiens pensent que la meilleure approche pour stabiliser la Corne de l'Afrique est de maîtriser l'Érythrée – si nécessaire, à travers un changement de régime. Ils souhaitent que les États-Unis soutiennent le TFG, en Somalie, avec des milliards de dollars. Les nationalistes veulent une reconnaissance universelle du Somaliland en tant qu'État indépendant (avec l'intention cachée de diviser encore davantage les Somalis). Ils veulent un Soudan démocratique, uni et fédéral, et pensent que la scission du Sud est facteur de déstabilisation. Ils demandent à

ce que les États-Unis persuadent l'Égypte de négocier avec l'Éthiopie pour le partage de l'eau du Nil Bleu.¹¹⁰

Les Éthiopiens modérés remarquent que, à la suite du 11 septembre 2001, la Corne de l'Afrique attirait plus l'attention parce qu'elle était perçue comme une région servant de base aux islamistes radicaux et aux terroristes. L'Éthiopie était considérée comme une cible, et la Somalie et le Soudan étaient suspectés de sponsoriser des terroristes. L'un des problèmes était la défaillance gouvernementale dans la plupart des pays de la région. Par exemple, l'Éthiopie ne peut pas construire un consensus national. Le Soudan a fait des progrès depuis le CPA en 2005, mais le Darfour reste une catastrophe.¹¹¹

Les organisations régionales en guise de partenaires

La stabilisation et la construction de la paix au sein de la Corne de l'Afrique ont impliqué des efforts de pacification considérables pour les États de l'IGAD, l'AU, les Nations Unies, et les États-Unis. Les Nations Unies ont organisé des opérations de paix et de stabilité entre l'Éthiopie et l'Érythrée, ainsi qu'en Somalie (qui échouèrent en 1993-94) et au Soudan du sud, et l'Union africaine en a fait autant au Darfour et en Somalie. Au sein de la Corne de l'Afrique, l'IGAD doit être dépoussiérée pour devenir un forum au sein duquel les États membres disparates expriment leurs différends (aidant les efforts de stabilisation) et travaillent pour prévenir les catastrophes humanitaires en se chargeant des problèmes de durabilité. La Communauté est-africaine a démontré un potentiel encore plus important pour construire la coopération nécessaire à la durabilité et à la stabilisation. Le Marché commun de l'Afrique de l'est et de l'Afrique australe (*Common Market of East and Southern Africa* – COMESA) a travaillé sur les défis économiques et de durabilité et va commencer à travailler sur les problèmes de stabilisation.

Selon l'ambassadeur Wane, de la Commission de l'Union africaine pour la paix et la sécurité, étant donnée l'interconnexion des conflits, une approche régionale est nécessaire. Le problème est que l'IGAD ne fonc-

tionne pas correctement du fait des différends politiques.¹¹² Selon Walter Knausenberger, le COMESA est plus dynamique et prometteur que l'IGAD.¹¹³

Pendant deux décennies, l'IGAD a joué un rôle mixte dans le cadre de la stabilisation de la Corne de l'Afrique. L'Association intergouvernementale pour le développement a été fondée à la suite de la famine éthiopienne de 1984-85, et sa principale priorité était de gérer la sécheresse et la désertification qui ont favorisé la famine et l'instabilité dans la région. Au début des années 2000, l'IGAD a joué un rôle (au côté du Kenya et des États-Unis) dans la résolution du conflit nord-sud au Soudan, et dans la négociation d'un gouvernement fédéral de transition pour la Somalie, qui rentra au pays en février 2006 et essaya d'établir l'autorité depuis Mogadiscio en 2007. L'un des conflits que l'IGAD n'a pas la capacité de résoudre est celui qui persiste entre l'Éthiopie et l'Érythrée depuis la guerre de 1998-2000, qui s'est répandu en Somalie et a touché la région toute entière.¹¹⁴ Seuls, les soldats de la paix des Nations Unies empêchent une reprise des hostilités, alors que l'Arabie Saoudite et l'Algérie sont pressenties dans un éventuel rôle de médiateur.

Le COMESA a participé à la réduction tarifaire entre les États membres et favorise le commerce intra-régional, ce qui a aidé le Kenya et plusieurs autres États à prospérer. Le commerce du bétail et des produits animaux a permis d'aider les éleveurs à devenir plus prospères au sein de la Corne de l'Afrique.¹¹⁵ Le principal problème reste le faible niveau du commerce africain. Le deuxième problème étant la multitude d'organisations auxquelles les États appartiennent.¹¹⁶

Promouvoir la durabilité, la stabilisation et la construction de la paix

Les politiques susceptibles de promouvoir la durabilité, la stabilisation et la construction de la paix sont notamment le développement du fédéralisme, l'amélioration de la vie des éleveurs, et l'alerte précoce et l'intervention

régionales. Les programmes incluent l'expansion et le renforcement du système d'alerte précoce et de réaction aux conflits (*Conflict Early Warning and Response Mechanism – CEWARN*) de l'IGAD et des programmes visant à bâtir des liens entre les éleveurs et les gouvernements à Addis Abeba, Nairobi, et Kampala, sans oublier la construction de puits, d'écoles, et de cliniques, ainsi que l'approvisionnement des centres de distribution pour l'achat des troupeaux. Les programmes d'aide internationale permettent la construction d'écoles et de cliniques et aident à accroître la présence des états dans des régions qui n'étaient auparavant pas gouvernées. Les parties prenantes incluent les acteurs étatiques et non étatiques, les organisations gouvernementales internationales (par ex. l'IGAD), et les ONG. Une approche participative au développement et à la mise en œuvre de projets devrait être favorisée, et des institutions pastorales locales, telles que des associations commerciales et des comités de paix, devraient être établies. L'auto-gouvernance pastorale devrait être renforcée.¹¹⁷

Il existe des forces modérées parmi les Somalis ; elles doivent être comprises, renforcées, et soutenues. Les Somalis, en tant que groupe, ne sont pas sensibles à la philosophie extrémiste, mais s'ils doivent choisir un camp, ils se tourneront vers les islamistes, même si les Somalis ne sont pas de stricts sunnites. La clé est d'apporter une croissance économique équitable et de s'engager auprès des personnes qui connaissent la région.¹¹⁸

Le gouvernement kenyan doit revoir sa relation avec les Somalis, et les autres groupes politiquement marginalisés, afin d'aller vers la durabilité-stabilisation. Le gouvernement doit s'engager correctement mais, jusqu'ici, il a adopté une approche menant à la division, en basant les problèmes sur la politique et les ressources. Les éleveurs doivent être assistés dans le cadre de la gestion de la croissance démographique humaine et animale excessive. Il faut trouver des moyens pour que les gardiens de troupeaux puissent se déplacer vers d'autres pâturages ou zones d'eau sans que cela n'aboutisse à un conflit avec les agriculteurs sédentaires. Des outils visuels, permettant notamment

de signaler les chevauchements ethniques, les routes commerciales, et les marchés, ont été développés pour aider les éleveurs et leur permettre de régler les problèmes d'accès aux ressources et aux pâturages. L'accès au processus politique est essentiel pour que les éleveurs puissent se faire entendre et participer aux niveaux national et provincial. Cinquante pour cent du PIB de l'agriculture kenyane provient des activités pastorales menées sur l'ensemble du pays ; donc, la marginalisation des éleveurs est en partie due à de mauvaises perceptions. La marginalisation est désormais vaincue par la technologie – avec l'accès au téléphone portable (le téléphone portable domine dans les zones rurales), les éleveurs ont aujourd'hui accès à l'information du marché. L'accès alternatif signifie que la banque rurale et les ventes de bétail peuvent se développer. Les fonds peuvent être transférés dans d'autres régions entrepreneuriales au même titre que le bétail. Permettre l'accès aux ressources et au développement économiques est donc la meilleure initiative anti-terroriste.¹¹⁹

Le programme *Regional Enhanced Livelihoods in Pastoral Areas – RELPA* (Amélioration des moyens de subsistance régionaux dans les zones pastorales), géré par le bureau régional de Nairobi de l'Agence américaine pour le développement international (*US Agency for International Development – USAID*), tente, avec un certain nombre d'ONG partenaires, de promouvoir la durabilité et la stabilisation dans les zones pastorales.¹²⁰ L'un de ces partenaires, l'ONG "Pact", travaille avec des ONG partenaires et l'USAID pour apaiser le conflit, et apporte une formation en résolution de conflit afin de gérer les disputes entre éleveurs pour l'eau et les conflits entre les sous-clans.¹²¹

Le programme RELPA représente une réflexion saine, constitue une avancée, et vise à utiliser une approche conjointe des programmes. Il est régional, intégré, et complet, ce qui est essentiel car l'élevage est régional et les frontières n'exercent pas de contrainte sur les groupes. La tâche du programme RELPA est de permettre des avancées. Jusqu'ici, il a rencontré des problèmes d'approvisionnement et de retard. Le programme RELPA a

besoin de plus de deux années de financement pour être efficace. Jusqu'ici, les interventions sur les moyens de subsistance n'ont pas l'effet désiré car elles n'ont pas traité ou compris la dynamique sous-jacente du conflit entre les éleveurs. Dans tous les cas, il est peu probable que l'approche RELPA et les programmes « de moyens de subsistance alternatifs » puissent atténuer le soutien apporté à l'extrémisme islamique et au terrorisme.¹²²

Un consortium de groupes a formulé un programme intersectoriel sans frontières. Des cas d'étude, en Éthiopie et au Kenya, indiquent qu'il y a désormais une meilleure réaction lors du signalement d'un conflit, d'une alerte précoce, et d'une sécheresse (cela est difficile à faire en Somalie). Le Projet de gestion intégrée des bassins fluviaux travaille avec le secteur privé. Des ressources sont nécessaires pour donner accès à l'eau potable. En ce qui concerne les problèmes d'éducation et de santé, des écoles et des cliniques mobiles ont été proposées dans les zones pastorales. Le problème de la santé est vital – un quart de la population pastorale souffre de malnutrition aigue, aggravée par l'absence de service de santé régulier et le manque d'hygiène.¹²³

Le mécanisme d'alerte précoce de l'IGAD (CEWARN) tient ses promesses en ce qui concerne la prévention des conflits entre éleveurs, et la famine. Le CEWARN de l'IGAD, établi en 2001, a souffert d'un manque d'orientation stratégique ; cependant, son logiciel de pointe constitue sa force. Il y a 52 séries d'indicateurs sélectionnés concernant le désaccord communautaire, les régions signalées, les supports rendant compte du conflit, et le contexte environnemental. Sur le terrain, des contrôleurs fournissent des rapports hebdomadaires sur les incidents spécifiques au moment où ils se produisent. Les informations sont transmises au niveau national et au CEWARN de l'IGAD, mais le manque d'action gouvernementale est une faiblesse majeure. Le mécanisme de réaction bien établi doit être conçu et développé d'une façon programmée. Les financements sont issus de sources diverses (60 pour cent proviennent de l'USAID, 30 pour cent du GTZ allemand, et

seulement 10 pour cent des États membres), ce qui pose également des problèmes.¹²⁴

Le gouvernement ougandais a utilisé des rapports quotidiens du CEWARN de l'IGAD pour traiter des problèmes de drogue, d'armes, et de trafic humain impliquant les éleveurs. Le gouvernement ougandais a adopté une stratégie de désarmement grâce à l'appui financier d'une ONG. L'armée ougandaise avait pour habitude de désarmer les éleveurs. De nombreux membres de la communauté sont décédés à cause de cela (Karamojong dans la région du Karamoja).¹²⁵ Le CEWARN de l'IGAD doit travailler sur l'alerte précoce et la gestion du conflit entre les éleveurs à un niveau inférieur. Ensuite, il pourra être développé pour gérer des conflits plus importants et des catastrophes impliquant des états.¹²⁶

Les partenaires *Interpeace* en Somalie, au Puntland, et au Somaliland, ont entamé divers efforts pour prévenir la dévastation de l'environnement, notamment l'abattage incontrôlé des arbres pour en faire du charbon de bois. Cela a commencé à la fin des années 1970 par les afflux de réfugiés, en provenance de l'Ogaden de l'Éthiopie voisine, mais cela s'est encore aggravé à cause du manque de gouvernance découlant de plusieurs années d'un conflit prolongé.¹²⁷

Conclusion

La Corne de l'Afrique est une des régions les plus fragiles du monde ; seules l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale la surpassent en termes de défaillances étatiques et d'instabilités. Cet article met en évidence l'importance d'un cadrage régional sur le problème de défaillance étatique, et le danger d'un débordement de conflit. En ce qui concerne l'évaluation de la durabilité, il est clair que les États défaillants ne peuvent pas gérer la dégradation et la catastrophe environnementales. Les catastrophes (par ex. la famine) et le manque de durabilité contribuent pour beaucoup à la défaillance étatique. La défaillance étatique implique que la lutte pour les ressources se déroule dans un état d'anarchie et crée une spirale négative.

Le niveau macro, ou les facteurs structurels, sont importants pour expliquer les défis que posent la durabilité et la stabilisation. La société somalie, basée sur les clans, a rendu difficile la construction de l'État dans les années 1960, a permis l'effondrement de l'État, et rend la reconstitution de l'État encore plus difficile dans les années 2000. Au Soudan, des différends historiques et culturels de longue date entre Khartoum et les régions isolées ont, dès le début, mené à la défaillance de l'État. En Éthiopie, au Kenya, et en Ouganda, le centre du pouvoir est resté au sein des centres agricoles, avec des éleveurs exclus.

Le niveau intermédiaire ou institutionnel aide également à expliquer les défis que posent la durabilité et la stabilisation. Il est évident que, dans le cas de la Somalie, la mauvaise gestion institutionnelle et la faiblesse de l'État ont participé à sa défaillance. Au Soudan, la discrimination envers les régions isolées était importante, mais l'impulsion visant à asservir ces régions était encore plus importante. La faiblesse de l'État aide à expliquer pourquoi les éleveurs en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda n'ont pas fait l'objet d'une attention adéquate, mais le clivage structurel était plus important.

La Corne de l'Afrique est une des régions du monde où les chocs à court terme ont joué un rôle significatif dans la création de problèmes de durabilité-stabilisation critiques. La prédisposition de la région à la sécheresse, à la surpopulation, et à la famine, a provoqué plusieurs événements cataclysmiques qui ont contribué à la défaillance étatique. Des changements soudains dans les conflits, comme la victoire rebelle en Somalie en 1990, ont conduit à l'effondrement étatique. La défaite soudaine des forces somalies en 1978, en Ouganda, a eu un effet dévastateur sur le régime de Siad Barre.

Il existe clairement un fossé dans le continuum de la défaillance étatique entre 1) l'effondrement étatique en Somalie, 2) l'échec de Khartoum à gérer ses régions isolées d'une façon pacifique et équitable, et 3) l'échec de l'Éthiopie et de l'Ouganda, et à un niveau moindre, du Kenya, à comprendre et à servir les éleveurs. La défaillance étatique, et les défis

que posent la durabilité et la stabilisation au sein de la Corne, sont typiques et inhabituels.

Cet article s'est longuement penché sur les problèmes de durabilité, notamment sur les problèmes liés au changement climatique, à la croissance démographique, et à la désertification, ainsi que sur ceux liés à la pénurie en eau, à la famine, et aux rivières, qui ont un rapport avec le conflit. Il a démontré qu'il y a un degré de corrélation entre le conflit ethnique, la faiblesse des États, et la rivalité inter-états, ainsi qu'entre l'extrémisme, le terrorisme et les problèmes de durabilité. Il s'est focalisé sur un problème de durabilité-stabilisation spécifique – le danger que les éleveurs islamiques puissent être attirés vers l'extrémisme islamique et le terrorisme – et sur les solutions.

Cet article a proposé des solutions au niveau macro (par ex. la réduction des gaz à effet de serre et l'amélioration de l'éducation et de l'emploi pour réduire les taux de natalité) et au niveau micro (par ex. les projets de développement pour les éleveurs, les fermiers, et les femmes, ainsi que le développement d'infrastructures commerciales, d'une gouvernance locale, et de la plantation d'arbres). Des mesures de stabilisation ont également été examinées, notamment, l'alerte précoce et l'action préventive, la pacification, et les opérations de paix et de stabilité, ainsi que la construction de la paix, le développement et le commerce, et le rôle des états-phares et d'un éventail d'organisations. L'article confirme l'utilité de construire la paix et de stabiliser, ainsi que de promouvoir la durabilité ensemble.

Au sein de la Corne de l'Afrique, les menaces découlant des problèmes de durabilité et de stabilisation sont modérément graves. Il est vrai que les menaces provenant de la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan, et l'Irak et l'Iran, sont plus importantes. Les bombardements menés sur les ambassades américaines, au Kenya et en Tanzanie, en 1998, indiquent qu'il y a des menaces et que les actions visant à construire la paix et à apporter une plus grande durabilité et stabilité dans la région feront grandement avancer la sécurité. La Somalie et les Somalis sont au centre des efforts visant à empêcher que les

zones pastorales non-gouvernées et sous-développées soient utilisées par les extrémistes. Le développement d'une approche coordonnée entre les diplomates, les experts en développement, et le personnel de défense, afin d'apporter un développement durable aux somalis et d'aider à la reconstitution de l'état somalien, pourrait porter ses fruits si elle est soutenue sur le long terme.

À cet égard, cet article a identifié un éventail de politiques et de programmes d'intervention, ainsi que des outils et des technologies qui pourraient accroître la durabilité et la stabilité, et ainsi retarder, différer ou empêcher la défaillance. L'article a également iden-

tifié tout un éventail de parties prenantes, notamment, les acteurs étatiques et non-étatiques (organisations intergouvernementales et ONG). L'article a déterminé leurs réactions probables aux efforts de stabilisation et de durabilité, ainsi que leur volonté d'accepter des rôles constructifs dans le processus de développement durable ou la probabilité qu'elles s'opposent à ces efforts. La tâche consistant à convaincre des partenaires d'aider la Corne de l'Afrique à aboutir à un développement et une stabilisation durables est très difficile et requiert un effort continu pour changer les structures et les attitudes. □

Notes

1. Michael Renner, *Fighting for Survival: Environmental Decline, Social Conflict, and the New Age of Insecurity* (New York: W.W. Norton, 1996) ; Thomas Homer-Dixon, *Environment, Scarcity, and Violence* (Princeton, New-Jersey : Presse de l'Université de Princeton, 1999) ; et Nils Petter Gleditsch, "Armed Conflict and the Environment: A Critique of the Literature", *Journal of Peace Research* 35, n°3 (mai 1998) : 381-400.

2. Voir *Mapping Climate Vulnerability and Poverty in Africa: Where are the hot spots of climate change and household vulnerability?* Rapport au département du Développement international, soumis par l'Institut international de recherche sur l'élevage (*International Livestock Research Institute - ILRI*), Nairobi, Kenya, en collaboration avec l'Institut de l'énergie et des ressources (*The Energy & Resources Institute - TERI*), New Delhi, Inde, et le Centre africain pour les études technologiques (*African Centre for Technology Studies - ACTS*), Nairobi, Kenya, mai 2006, http://www.acts.or.ke/pubs/books/docs/Mapping_Vuln_Africa.pdf. Voir également Stephan Faris, "The Real Roots of Darfur," *Atlantic Monthly* 299, n°3 (avril 2007). Faris désigne le réchauffement mondial et la désertification en découlant comme étant les principales causes du conflit entre les éleveurs *janjaweed*s et les fermiers du Darfour.

3. Stephen F. Burgess, "African Security in the 21st Century: The Challenges of Indigenization and Multilateralism," *African Studies Review* 41, n°2 (septembre 1998) : 37-61.

4. Mebrate Woldentensaie (cadre de recherche et de formation, *the Conflict and Early Warning Response Mechanism [CEWARN]* of the IGAD, Addis Abeba, Éthiopie), interview par l'auteur, 31 mai 2007.

5. Histoire de l'IGAD, <http://www.igad.org/>. L'Érythrée a rejoint l'IGADD en 1993, à son indépendance, et s'est retirée de l'IGAD en 2006, pour des raisons politiques (différends avec l'Éthiopie à propos de la Somalie).

6. Stratégie de l'IGAD, octobre 2003, http://www.igad.org/about/igad_strategy.pdf.

7. Alexander de Waal, ed., *Islamism and Its Enemies in the Horn of Africa* (Bloomington, Indiana : Presse de l'université de l'Indiana, 2004).

8. Stephanie McCrummen, "Cherished Interweaving of Christians, Muslims shows Signs of Fraying," *Washington Post*, 13 mai 2007, A-15 ; et Tewolde Ezgabier (Agence éthiopienne pour la protection de l'environnement, Addis Abeba), interview par l'auteur, 29 mai 2007.

9. Jennifer Milliken, ed., *State Failure, Collapse, and Reconstruction* (Oxford, Royaume-Uni : Blackwell Publishing, 2003).

10. Ken Menkhaus, Somalia: State Collapse and the Threat of Terrorism, *Journal of Adelpi* 364 (Oxford, Royaume-Uni : Institut national des études stratégiques, 2004) ; et Walter S. Clarke et Robert Gosende, "Somalia: Can a Collapsed State Reconstitute Itself?" dans Robert I. Rotberg, ed., *State Failure and State Weakness in a Time of Terror* (Cambridge, Massachusetts : Fondation mondiale pour la paix et Washington, DC : Institution Brookings, 2003), 101-28.

11. Gilbert M. Khadiagala, "State Collapse and Reconstruction in Uganda," dans I. William Zartman, *State Collapse: The Disintegration and restoration of Legitimate Authority* (Boulder, Colorado: Lynne Rienner, 1995), 33-48.

12. Gérard Prunier et Rachel Gisselquist, "The Sudan: A Successfully Failed State," dans Rotberg, ed., *State Failure and State Weakness*, 101-28.

13. Kevin Ward, "The Armies of the Lord': Christianity, Rebels, and the State in Northern Uganda, 1986-1999," *Journal of Religion in Africa* 31, n°2 (mai 2001) : 187-221.

14. Harold Golden Marcus, *A History of Ethiopia* (Berkeley : Presse de l'université de Californie, 2002), 63-76 ; et Christopher Clapham, "Ethiopia and Somalia," dans *Conflict in Africa, Journal d'Adelpi* 93 (Londres : Institut international pour les études stratégiques, 1972), 3-23. L'on pourrait compter le Bouganda et d'autres royaumes comme des états précoloniaux importants de l'actuel Ouganda.

15. Burgess, "African Security,"

16. Mustafa Babiker, "Resource Competition and Conflict: Herder/Farmer or Pastoralism/Agriculture?" dans M. A. Mohamed Salih, Ton Dietz, et Abdel Ghaffar Mohamed Ahmed, eds., *African Pastoralism: Conflict, Institutions, and Government* (Londres : Pluto Press, 2001), 134-44. Voir également Paul Spencer, *The Pastoral Continuum: The Marginalization of Tradition in East Africa* (Oxford, Royaume-Uni : Presse de l'université d'Oxford, 1998).
17. Robert H. Bates, *Beyond the Miracle of the Market: The Political Economy of Agrarian Development in Kenya* (Cambridge, Royaume-Uni : Presse de l'université de Cambridge, 2005), 73-92. Seuls quelques États, comme le Kenya dans les années 1960 et 1970, ont réussi à servir les fermiers et les éleveurs.
18. Eric E. Otenyo et Philip O. Nyinguro, "Social Movements and Democratic Transitions in Kenya," *Journal of Asian and African Studies* 42, n°1 (février 2007) : 5-24.
19. Juma Okuku, *Ethnicity, State Power and the Democratization Process in Uganda* (Uppsala, Suède : Institut nordique de l'Afrique, 2002), 19-20.
20. Jason W. Clay et Bonnie K. Holcomb, *Politics and the Ethiopian Famine, 1984-1985* (New Brunswick, New-Jersey: Transaction Publishers, 1986), 42-48.
21. Terrence Lyons et Ahmed I. Samatar, *Somalia: State Collapse, Multilateral Intervention, and Strategies of Political Reconstruction* (Washington, DC: Brookings Institution, 1995), 7-24.
22. Menkhaus, *Somalia: State Collapse* ; Lyons et Samatar, *Somalia: State Collapse* ; Clarke et Gosende, "Somalia : Can a Collapsed State" ; et Matt Bryden, "No Quick Fixes: Coming to terms with terrorism, Islam and statelessness in Somalia," *Journal of Conflict Studies* 23, n°2, (automne 2003), <http://www.lib.unb.ca/Texts/JCS/Fall03/bryden.htm>.
23. I. M. Lewis, *The Modern History of Somaliland: From Nation to State* (Londres : Weidenfeld et Nicolson, 1965), 18-98.
24. *Ibid.*, 95-165.
25. I. M. Lewis, "The Ogaden and the Fragility of Somali Segmentary Nationalism," *African Affairs* 88, n°353 (octobre 1989) : 573-79.
26. I. M. Lewis et James Mayall, "Somalia," dans James Mayall, ed., *The New Interventionism, 1991-1994: United Nations Experience in Cambodia, Former Yugoslavia, and Somalia* (Cambridge, Royaume-Uni : Presse de l'université de Cambridge, 1996), 104-6.
27. Ismail I. Ahmed, "The Heritage of War and State Collapse in Somalia and Somaliland: Local-level Effects, External Interventions and Reconstruction," *Third World Quarterly* 20, n°1 (1999) : 113-27. En 1991, le Mouvement national somali prit le contrôle du nord et du Somaliland établi qui devint un état de facto, mais non reconnu. L'approche ascendante de l'organisation et de l'initiative locales aida à construire l'État du Somaliland.
28. Stephen F. Burgess, *The United Nations under Boutros-Ghali* (Lanham, Maryland : Scarecrow Press, 2002), 74-76.
29. François Grignon (Directeur du Programme Afrique, Groupe de crise internationale, Nairobi, Kenya), interview par l'auteur, 8 juin 2007.
30. Lieutenant colonel Scott Rutherford (attaché à la Défense, Ambassade américaine, Nairobi), interview par l'auteur, 4 juin 2007.
31. Alexander de Waal et al, *War in Darfur and the Search for Peace* (Cambridge, Massachusetts : Presse de l'université de Harvard, 2007) ; et Groupe de crise internationale, Darfur: *Revitalizing the Peace Process*, Rapport sur l'Afrique n°125, 30 avril 2007, <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4769&l=1>.
32. Francis Deng, *War of Visions: Conflict of Identities in the Sudan* (Washington, DC: Brookings Institution, 1995), 33-96.
33. *Ibid.*, 135-84.
34. *Ibid.*, 347-84.
35. Bodour Abu Affan, "A Missed Opportunity: Sudan's Stabilization Program, 1979-1982" dans John Obert Voll, ed., *Sudan: State and Society in Crisis* (Washington, DC : Institut du Moyen-Orient, 1991), 108-22.
36. John Young, "Sudan: A Flawed Peace Process Leading to a Flawed Peace," *Review of African Political Economy* 32, numéro 103 (mars 2005) : 99-113.
37. Faris, "The Real Roots of Darfur."
38. Marcel Leroy (conseillé politique auprès du représentant spécial de l'Union européenne, Addis Abeba, Éthiopie), interview par l'auteur, 31 mai 2007.
39. de Waal, *War in Darfur*, et Groupe de crise internationale, *Darfur*.
40. Grignon, interview.
41. Solomon Gomes (Commission de l'AU pour la paix et la sécurité, Addis Abeba), interview par l'auteur, 31 mai 2007. L'un des autres problèmes au Darfour est que les soldats libyens et érythréens semblent être autonomes vis-à-vis de la force de maintien de la paix de l'AU.
42. Gomes, interview.
43. John Helland, "Participation and Governance in the Development of Borana: Southern Ethiopia," dans M. A. Mohamed Salih, Ton Dietz, et Abdel Ghaffar Mohamed Ahmed, eds., *African Pastoralism: Conflict, Institutions, and Government* (Londres : Pluto Press, 2001), 56-80.
44. Abdi Ismail Samatar, "Ethiopian Federalism: Autonomy Versus Control in the Somali Region," *Third World Quarterly* 25, n°6 (2004) : 1131-54.
45. Ben Watkins et Michael L. Fleisher, "Tracking Pastoralist Migration: Lessons from the Ethiopian Somali National Regional State," *Human Organization* 61, n°4, (hiver 2002) : 328-38.
46. Eric Wong (député politique et conseiller économique, affaires politiques, ambassade des États-Unis, Addis Abeba), interview par l'auteur, 30 mai 2007. L'ONLF n'a pas été déclaré comme étant une organisation terroriste par le gouvernement américain en dépit des attaques menées contre les employés pétroliers Chinois et Éthiopiens.
47. Kalesyes Bekele, "Ethiopia: Humanitarian Situation in Ogaden Raises Concern," *Reporter* (Addis Abeba), 29 septembre 2007. Une récente mission interagences des Nations Unies, menée dans l'État régional somali, a constaté que les conditions humanitaires dans les zones touchées par le conflit se sont considérablement détériorées aux cours des derniers mois. Les restrictions gouvernementales sur les échanges commerciaux et le bétail,

destinées à prévenir l'activité de contrebande, ont fortement aggravé une sécurité alimentaire et une situation de subsistance déjà fragiles. Les prix du bétail ont baissé d'environ un tiers du fait d'une réduction drastique des échanges exports depuis les zones où des opérations militaires sont menées. Au niveau domestique, les réserves alimentaires sont presque épuisées au sein des communautés visitées. De plus, les opérations d'aide alimentaire dans les zones touchées par les opérations militaires ont été sérieusement retardées.

48. John Graham et Yacob Wondimkum (USAID), interview par l'auteur, 31 mai 2007. Au contraire, des ONG indépendantes, telles que *Save the Children UK*, ont obtenu de bons résultats en Ogaden.

49. Nene Mburu, *Bandits on the Border, The Last Frontier in the Search for Somali Unity* (Trenton, New-Jersey, et Asmara, Érythrée : Red Sea Press, 2005).

50. M. M. Okello et J. W. Kiringe, "Threats to Biodiversity and their Implications in Protected and Adjacent Dispersal Areas of Kenya," *Journal of Sustainable Tourism* 12, n°1 (2004) : 55-115.

51. Ward, "Armies of the Lord," 187-221.

52. Rutherford, interview.

53. Lahra Smith, *Political Violence and Democratic Uncertainty in Ethiopia* (Washington, DC : Institut américain pour la paix, août 2007), 1-20.

54. Wong, interview. Le Centre Carter a identifié qu'il y avait des failles importantes, mais pas suffisantes pour changer le résultat des élections. L'Union européenne a coupé les aides directes accordées à l'Éthiopie car les élections n'avaient pas été libres et équitables.

55. Terrence Lyons, *Avoiding Conflict in the Horn of Africa* (Washington, DC : Conseil sur les relations étrangères, 2007) ; et Wong, interview.

56. Wong, interview. Le Centre Carter a identifié qu'il y avait des failles importantes, mais pas suffisantes pour changer le résultat des élections. L'Union européenne a coupé les aides directes accordées à l'Éthiopie.

57. Grignon, interview.

58. Gomes, interview.

59. Ibid.

60. Rutherford, interview.

61. Ibid.

62. Joan Kariuki, Andrew Adwerah, et Elvin Nyukuri (ACTS, Centre Mondial d'Agroforesterie [ICRAF], Nairobi), interview par l'auteur, 7 juin 2007.

63. John K. Livingstone, *A Comparative Study of Pastoralist Parliamentary Groups: Kenya Case Study, Natural Resources Institute/Pastoral and Environmental Network in the Horn of Africa (NRI/PENHA)* Projet de recherche sur les groupes parlementaires pastoraux financé par le Programme de production du bétail du département anglais du Développement international (Department for International Development – DFID) et l'Unité CAPE, Bureau inter-africain pour les ressources animales – Union africaine (African Union's Interafrican Bureau of Animal Resources - AU-IBAR), mai 2005, <http://www.nri.org/projects/pastoralism/kenyaappgmayfinal.pdf>.

64. Philip Dobie (Centre de développement des terres arides du PNUD), interview par l'auteur, 6 juin 2007. Selon Dobie, le Darfour et les autres conflits pour

les pâturages sont les conséquences d'échecs de développement, non de catastrophes météorologiques. Les populations locales sont habituées à gérer les fluctuations climatiques depuis des centaines d'années.

65. Woldentensaie, interview.

66. Graham et Wondimkum, interview. Dans les régions somaliennes habitées par de petits clans, il n'y a pas de conflit. Cependant, à Gambella ont retrouvé une autre zone où l'USAID a participé à des actions d'apaisement de conflit, même si les problèmes environnementaux ne sont pas significatifs dans une zone si luxuriante et peu densément peuplée.

67. Simon Richards (Directeur *Pact* pour la région africaine), interview par l'auteur, 5 juin 2007.

68. Dobie, interview.

69. Ibid.

70. Walter Knausenberger (cadre supérieur régional de l'environnement, USAID, Mission régionale est-africaine, Nairobi), interview par l'auteur, 5 juin 2007.

71. Ibid.

72. Programme des Nations Unies sur l'environnement, *Soudan: Evaluation environnementale post-conflit*, juin 2007.

73. Ibid.

74. Susanne Schmeidl et Cirù Mwaūra, *Early Warning and Conflict Management in the Horn of Africa: Protocol on the Establishment of a Conflict Early Warning and Response Mechanism for IGAD Member States* (Trenton, New-Jersey, et Asmara, Érythrée : Red Sea Press, 2001) ; personnel CEWARN de l'IGAD, Addis Abeba, Éthiopie, interview par l'auteur, 31 mai 2007.

75. Personnel CEWARN de l'IGAD, interview.

76. Colonel Don Zimmer (Directeur, Bureau de liaison Kenya/États-Unis [Kenya-US Liaison Officer – KUSLO], ambassade américaine, Nairobi), interview par l'auteur, 4 juin 2007.

77. Jakkie Cilliers et Mark Malan, *Progress with the African Standby Force*, *Journal ISS* 107, mai 2005, 1-21.

78. Général de division Benon Biraaro, Force de défense du peuple ougandais (directeur, planification stratégique, Commission de l'Union africaine pour la paix et la sécurité, Addis Abeba, Éthiopie), interview par l'auteur, 1er juin 2007.

79. Marcel Leroy (conseiller politique auprès du représentant spécial de l'Union européenne, Addis Abeba), interview par l'auteur, 31 mai 2007.

80. Maruga Peter (coordinateur, Programme pour le rétablissement de la paix, le salut et la réconciliation, Initiative de paix de Nairobi [*Nairobi Peace Initiative – NPI*], Nairobi), interview par l'auteur, 8 juin 2007. Les officiels de l'NPI et d'*Interpeace* interviewés à Nairobi, le 7 juin 2007, ont adopté des programmes ascendants pour mettre un terme à la défaillance étatique et construire un nouvel état et une nouvelle société.

81. Cedric Barnes et Haran Hassan, "The Rise and Fall of Mogadishu's Islamic Courts," *Journal of East African Studies* 1, numéro 2 (juillet 2007) : 151-60. Pour le contexte, voir Roland Marchal, "Islamic Political Dynamics in the Somali Civil War," dans de Waal, ed., *Islamism and Its Enemies*, 114-45.

82. Ken Menkhaus, "State Collapse in Somalia: Second thoughts," *Review of African Political Economy*, n°97, (2003) : 405-22.
83. Gomes, interview.
84. Abdurahim Raghe (cadre supérieur de programme, Programme somali) et Johan Svensson (directeur régional, Afrique de l'est et Afrique centrale, *Interpeace*, Nairobi), interview par l'auteur, 8 juin 2007.
85. Ibid.
86. Grignon, interview.
87. Ambassadrice Cindy Courville (Mission américaine auprès de l'Union africaine), interview par l'auteur, 31 mai 2007.
88. Colonel Timothy Rainey et Bob Cunningham (conseillés auprès de la Mission américaine auprès de l'Union africaine), interview par l'auteur, 31 mai 2007.
89. Richards, interview. Un élargissement du programme d'apaisement du conflit régional est en discussion. La sécurité est nécessaire pour les ONG spécialisées dans l'apaisement des conflits et celles travaillant au sein des zones de conflit.
90. ICG, *A Strategy for Comprehensive Peace in Sudan*, Rapport sur l'Afrique n°130, 26 juillet 2007, <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4961&l=1>. Les Montagnes Nuba sont l'une des zones contestées de grande valeur (riches en gisements pétroliers), elles relient le nord et le sud sur la rive ouest du Nil Blanc.
91. Gomes, interview.
92. Courville et Wong, interviews.
93. Ambassadeur David Kikaya et professeur Moses Onyango (Relations internationales, Université internationale des États-Unis, Nairobi), interview par l'auteur, 6 juin 2007.
94. Grignon, interview.
95. Lyons, *Avoiding Conflict*; et Wong, interview.
96. Wong, interview.
97. Ibid.
98. Grignon, interview. Voir également Lyons, *Avoiding Conflict*.
99. Gomes, interview.
100. Michael Chege, interviewé à Nairobi, 7 juin 2007.
101. Général de brigade Maurice A. Walugu (directeur des opérations, ministère de la Défense, Nairobi), interview par l'auteur, 4 juin 2007.
102. Ibid.
103. Ibid.
104. Ibid.
105. Ibid.
106. Colonel Don Zimmer, interview par l'auteur, 4 juin 2007.
107. Wong, interview.
108. Ibid.
109. Ibid.
110. Kinfe Abraham, interview par l'auteur, 31 mai 2007.
111. Professeur Berhanu Kassahun (Département de science politique et des relations internationales, Université d'Addis Abeba), interview par l'auteur, 1er juin 2007.
112. Ambassadeur Wane (Commission de l'Union africaine pour la paix et la sécurité, Addis Abeba), interview par l'auteur, 1er juin 2007.
113. Knausenberger, interview. Le COMESA est également engagé dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, qui essaye de responsabiliser les États dans les zones de gouvernance, de responsabilité, et de développement.
114. Lyons, *Avoiding Conflict*.
115. Stephen Karingi (chef, Section commerce et négociations internationales, Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, Addis Abeba), interview par l'auteur, 29 mai 2007.
116. Joseph Atta-Mensah (directeur, Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, Bureau d'intégration régionale, Unité du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, Addis Abeba), interview par l'auteur, 29 mai 2007.
117. Ann Muir, *Customary Pastoral Institutions Study* (Washington, DC : USAID, mars 2007).
118. Knausenberger, interview.
119. Ibid.
120. USAID, *A Better Way of Working: Creating Synergies in the Pastoral Zones of the Greater Horn of Africa* (Nairobi : RELPA RFA-Documents de support, novembre 2001).
121. Richards, interview.
122. Ibid. Un élargissement du programme d'apaisement du conflit régional est en discussion. La sécurité est nécessaire pour les ONG spécialisées dans l'apaisement des conflits et celles travaillant au sein des zones de conflit.
123. Knausenberger, interview.
124. Woldentensaie, interview.
125. Ibid.
126. Paul McDermott (directeur de bureau, Bureau régional de gestion des conflits et de gouvernance, Bureau régional des services de développement économique, Afrique de l'est et Afrique du sud, USAID, Nairobi), Interview par l'auteur, 7 juin 2007.
127. Raghe et Svensson, interview.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp